

# L'info



**2021**  
DÉCEMBRE



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ANCIENS  
DE L'UNION EUROPÉENNE

SECTION FRANCE

**n°43**



**Présidence Française  
de l'Union européenne** **P15**

**Conférences régionales  
sur l'avenir de l'Europe** **P12**



**Bulletin de liaison de la Section France de l'AIACE**

# SOMMAIRE

## ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO

|                       |                       |
|-----------------------|-----------------------|
| Georges-Marc André    | Nicolas Gros-Verheyde |
| Jacques Babot         | René Guth             |
| Pierre-Marc de Biaisi | Francis Gutman        |
| Georgio Bonacci       | David Harley          |
| Olivier Brunet        | Ambroise Perrin       |
| Michel Claessens      | Anne Ropers           |
| Didier Cujives        | Fernand Sauer         |
| Dominique Deshayes    | Kathleen Vande Walle  |
| Yves Gazzo            | Jacques Vonthron      |

## EDITEUR RESPONSABLE

René Guth

## REDACTION

Michèle Thozet  
Jacques Vonthron

## RELECTURE

Anne Ropers

## SECRETARIAT

Guénolée LEGROS

La revue semestrielle de l'info est publiée par l'Association Internationale des Anciens de l'Union Européenne, section France, à destination de ses adhérents. Les avis exprimés dans les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Nous les remercions pour leur contribution.

## DESIGN & REPRODUCTION

OIB

## ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ANCIENS DE L'UNION EUROPÉENNE

Contact:  
AIACE-France  
12 avenue d'Eylau, 75116 Paris  
Tél. 01 47 55 82 29  
✉ [aiace.france@wanadoo.fr](mailto:aiace.france@wanadoo.fr)  
Site web [www.aiace-fr.eu](http://www.aiace-fr.eu)



## Editorial

|                     |   |
|---------------------|---|
| Le mot du Président | 3 |
|---------------------|---|

## La vie de l'AIACE France

|                                                        |    |
|--------------------------------------------------------|----|
| Situation Covid 19 et tests PCR                        | 4  |
| La Haute Garonne : destination bonheur                 | 6  |
| Suite de l'enquête AIACE France (INFO 42 page 8)       | 9  |
| Le mot de la Webmaster : l'accès au coin des adhérents | 10 |

## La vie de l'AIACE Internationale

|                                              |    |
|----------------------------------------------|----|
| Assises de l'AIACE Internationale à Loutraki | 11 |
|----------------------------------------------|----|

## L'Europe

|                                                                   |    |
|-------------------------------------------------------------------|----|
| Déclinaisons régionales de la Conférence sur l'avenir de l'Europe | 12 |
| PFUE : comment se préparent les diplomates à Bruxelles            | 15 |
| Université d'automne du Mouvement européen France à Vannes        | 19 |

## Nous avons fait l'Europe

|                                                          |    |
|----------------------------------------------------------|----|
| EMA : une agence européenne pour évaluer les médicaments | 21 |
| Retour de Mogadiscio                                     | 24 |

## Après la vie active...

|                              |    |
|------------------------------|----|
| Légumes du soleil et amitiés | 27 |
| CittaSlow en Pays d'Armagnac | 29 |

## Nos membres écrivent

|                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------|----|
| Vue sur le Parlement européen depuis les rives de la Gironde | 31 |
| Chypre : rivalités Gréco-Turques en Méditerranée             | 34 |
| Covid 19 : Science et Politique                              | 36 |

*Nos membres écrivains cités dans cette rubrique sont disposés à venir présenter leurs livres en régions à l'occasion de séances de signature que nous leur organiserons.*

## Les écrivains francophones et l'Europe

|                              |    |
|------------------------------|----|
| Gustave Flaubert et l'Europe | 37 |
|------------------------------|----|

## Informations Assemblée Générale 21-03-2022 42

*La rédaction des articles a été finalisée mi-Novembre 2021*



# EDITORIAL

## LE MOT DU PRÉSIDENT

**René Guth**  
Président

*Le Président de l'AIACE France, René Guth (Bas-Rhin, Grand-Est) nous présente ses vœux ainsi que ceux du Comité pour 2022 qui sera marquée par l'AG de Toulouse « en présentiel » enfin ! Il nous indique aussi tous les chantiers à mener par l'AIACE pendant cette nouvelle année avec en toile de fond des défis majeurs au niveau européen.*

### Chères collègues, chers collègues,

Comme le temps passe vite ! J'ai l'INFO 42 sous les yeux et je m'attelle déjà à l'éditorial du numéro 43 ! Quand vous lirez ces lignes, l'année 2022 aura entamé son compte à rebours. Manager c'est prévoir avon-nous tous appris. Ainsi, je me trouve dans la situation cocasse de vous présenter, dès la fin du mois d'octobre, en mon nom personnel et au nom de tout le Comité, nos meilleurs et plus chaleureux vœux de bonheur et surtout une bonne santé pour l'année nouvelle.

En cette fin d'année, votre Section se trouve face à un écueil de taille : il nous faudra quitter nos locaux dans les mois à venir. Entre Carnaval et Pâques prochains nous devons avoir élu domicile ailleurs dans Paris. Pas vraiment une surprise, le projet germaît depuis longtemps, la COVID nous aura accordé un ultime sursis, mais cette fois-ci semble être la bonne. Avec l'AIACE-INT et les DG HR/COMM nous travaillons à dégager une solution pérenne et surtout veillerons à conserver notre capacité opérationnelle et les liens qui nous unissent.

Sur un mode plus optimiste, 2022 nous donnera l'occasion de nous revoir en présentiel pour notre Assemblée Générale statutaire à Toulouse, le lundi 21 mars précédée d'un programme alléchant de visites dans et autour de la capitale de la Haute-Garonne. A cette occasion, nous procéderons au renouvellement du Comité en combinant le vote sur place, par correspondance et en vidéoconférence (si les lieux le permettent) afin de donner une chance de participer au plus grand nombre de membres. Excellent entraînement électoral pour les

scrutins présidentiel et législatif qui nous emboîteront le pas !

A notre niveau, nous continuerons la « longue marche » vers la reconnaissance du RCAM par les autorités sanitaires françaises, à batailler pour la simplification des procédures et à pousser à la (trop) lente révision des DGE. Vaste programme auquel s'ajoutera un nouveau séminaire, en présentiel, de formation des nouveaux bénévoles et de remise à niveau des équipes actuelles. L'enquête de satisfaction que nous avons diligentée ce printemps avec le soutien inestimable de notre statisticien, Franco Zampogna, a révélé 39 manifestations d'intérêt à rejoindre le réseau des bénévoles. Nous les attendons avec impatience !

Le premier semestre de l'année nouvelle sera aussi celui de l'ère post-Merkel, de la Présidence française, « de la relance » du Conseil Européen et de la restitution des travaux de la conférence sur l'avenir de l'Europe. Incertitudes ou espoirs ? En tout cas, un bel alignement de défis majeurs qui façonneront notre avenir commun. L'AIACE, via ses membres et grâce à notre partenariat avec le Mouvement Européen ne regardera pas le train passer. Elle contribuera, collectivement et individuellement à le faire rouler. Avec votre soutien.

Je vous souhaite une bonne lecture de la 43<sup>ème</sup> édition de l'INFO qui couvre tous les thèmes que je viens d'évoquer, une bonne année 2022 et avec toute l'équipe je vous invite à nous rencontrer pour célébrer le printemps au bord de la Garonne. 🇫🇷

# LA VIE DE L'AIACE FRANCE

## SITUATION COVID 19 ET TESTS PCR

Jacques BABOT

Secrétaire général de AIACE France

*Depuis janvier 2020 vous avez reçu de nombreux emails de notre part concernant la saga de la vaccination anti-covid19 et les tests PCR !*

*Maintenant la campagne de rappel (3ème dose) commence, en même temps que la vaccination contre la grippe saisonnière. Voici un état des lieux en novembre 2021.*

**❶ Vaccination contre la grippe saisonnière** (injection recommandée en même temps ou avec un intervalle d'au moins 2 semaines de la vaccination anti-covid19).

**Les vaccins contre la grippe saisonnière** sont actuellement disponibles dans les pharmacies en France. Ces vaccins ne sont pas pris en charge par la Sécurité sociale Française pour les non affiliés et **doivent donc être achetés** (prix entre **6,20€ et 11,13€**).

La campagne de vaccination pour la grippe saisonnière ayant commencé pour les détenteurs de cartes vitales le 26 octobre 2021, nous vous recommandons d'acheter votre vaccin le plus rapidement possible.

L'injection peut être réalisée en pharmacie (pour les pharmaciens volontaires), chez votre médecin généraliste ou par un infirmier(e). Cette injection n'est pas prise en charge par la sécurité sociale française et doit donc être payée directement. Les médecins généralistes demandent habituellement le prix d'une consultation (25€).

**⚠ Éviter tout malentendu avec votre pharmacien, dites-lui immédiatement que vous n'êtes pas affilié(e) à la sécurité sociale française** et que vous **n'aurez pas** de bon de délivrance du vaccin et **payez votre vaccin** avec délivrance d'une feuille de soins indiquant le prix, mais pouvant ne pas indiquer de médecin prescripteur. Si le pharmacien demande une prescription (en principe non), dites-lui que vous la lui porterez après la vaccination chez votre généraliste.

Pour le remboursement à 100% par le RCAM, établissez en ligne ou papier une demande de remboursement.

**En ligne, sélectionnez vaccination saisonnière** et téléchargez, comme indiqué, tous les documents et obligatoirement les feuilles de soins. Indiquez seulement le **prix TOTAL payé sans détail**.

**Avec le formulaire papier envoyé à Ipsra**, établissez une feuille de remboursement en indiquant « Frais de vaccination grippe saisonnière » et joignez tous les reçus et feuilles de soins en indiquant le prix total.

**❷ Vaccination anti-covid 19**

Les autorités sanitaires ont décidé de lancer la campagne de vaccination pour la dose de rappel en utilisant en France, deux types de vaccin (**Pfizer** ou **Moderna**), quel que soit le vaccin utilisé pour les vaccinations précédentes. Si vous avez **plus de 65 ans** et que votre dernière dose est **vaccination anti-covid date de plus de 6 mois**, vous êtes **éligible** pour cette vaccination

de rappel (vaccination refusée si moins de 6 mois, mais cela peut évoluer compte tenu de la priorité gouvernementale pour les rappels).

**Nous vous suggérons de vous rapprocher de votre médecin généraliste qui vous donnera toutes les informations concernant l'organisation de la campagne vaccinale anti-covid19 dans votre région et de sa combinaison avec la campagne de vaccination antigrippale saisonnière.**

Les médecins généralistes et les pharmaciens pourront effectuer les vaccinations avec MODERNA et PFIZER, les centres de vaccination continuent la vaccination avec PFIZER.

La vaccination demeure **entièrement prise en charge** par la sécurité sociale française. La délivrance du pass vaccinal européen est gratuite et peut être faite par les centres de vaccination, les médecins généralistes et les pharmaciens. Il suffit de donner **votre code patient à 9 lettres** indiqué sur vos attestations de vaccination. **Attention l'injection de rappel doit obligatoirement être enregistrée dans VACCIN COVID avec le même code patient que les injections précédentes...** (En cas de difficultés veuillez nous contacter).

## LES SITES DU



*Ministère Français  
de la Santé,*



*service-public.fr*



*Organisation Mondiale  
de la santé*

*restent les références concernant la pandémie actuelle !*

## ③ Tests RT PCR et antigéniques

Depuis le 15 octobre 2021, les modalités de prise en charge (par la sécurité sociale Française) des tests PCR et antigéniques COVID19 ont été modifiées afin de doper la campagne de vaccination anti-covid19 et réduire l'incidence sur le budget de la sécurité sociale française. Pour la majorité d'entre nous, pas de changement, ils sont toujours pris en charge sans prescription médicale. Il suffit de présenter votre certificat de vaccination

covid19 complet (imprimé ou sur smart phone avec le QR code) ainsi qu'une pièce d'identité indiquant votre résidence en France (ou une attestation de résidence principale en France).

## *Extrait de l'arrêté du 14 Octobre 2021.*

*«I. – Par dérogation à l'article L. 6211-10 du code de la santé publique et à l'article L. 162-13-2 du code de la sécurité sociale, peuvent bénéficier d'un examen de dépistage ou d'un test de détection du SARS-CoV-2 inscrit à la nomenclature des actes de biologie médicale, pris en charge par l'assurance maladie obligatoire: «1° Sans prescription médicale: a) les assurés présentant un schéma vaccinal complet au sens de l'article 2-2 du décret no 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire; » et*

*«Il bis. – Les dispositions des I et II sont également applicables aux personnes qui n'ont pas la qualité d'assurés sociaux sous réserve qu'elles résident en France. »*

Si le labo ou le pharmacien vous demande de payer votre test parce que vous n'avez pas de carte vitale, veuillez montrer l'arrêté du 14 Octobre 2021 et expliquer que la facturation doit se faire auprès de l'assurance maladie française à l'aide du numéro fictif habituel (1555555 \*\*\*023) \*\*\* Code de la caisse de maladie dont dépend le Labo ou la pharmacie.

Veuillez nous signaler immédiatement les refus de prise en charge.

Nous nous attendons encore cette fois à de multiples refus, car depuis le début de la campagne de test anti-covid, les laboratoires essaient de faire payer les tests des non assurés sociaux en France, alors que les textes législatifs tant pour la vaccination covid19 que pour les tests sont sans ambiguïtés et visent à limiter au maximum le risque épidémique.

En ce qui concerne notre régime d'assurance maladie, le RCAM rembourse les tests PCR avec prescription médicale suivant les règles habituelles.

N'hésitez pas à nous contacter en cas de difficultés tant pour les vaccinations que pour l'obtention du pass vaccinal ou les tests RT-PCR. »

## LA HAUTE GARONNE : DESTINATION BONHEUR

**Didier CUJIVES**  
Conseiller Départemental  
de la Haute-Garonne délégué  
Tourisme, Europe, Coopération  
Président de Haute-Garonne Tourisme

**BLOQUEZ VOS AGENDAS** Notre Assemblée Générale, trop de fois reportée, se tiendra à Toulouse du 19 au 21 mars 2022. Tous les renseignements pratiques de ces 3 journées (programme des réunions, convivialité, programme touristique, hébergement & réservations) seront communiqués en temps utile.

*Ce sera l'occasion de découvrir la capitale de l'Occitanie et ses environs, mais Toulouse est la porte d'entrée du département de la Haute Garonne, destination de détente, de découvertes et de loisirs qui vaut la peine d'y effectuer un séjour plus long. Didier Cujives, son Délégué au tourisme, nous en livre quelques secrets.*

Situé dans le sud-Ouest de la France, aux pieds des Pyrénées Centrales, la Haute-Garonne est loin du tourisme de masse. Sa douceur de vivre et ses grands espaces sont une invitation au voyage « cent pour cent » nature, chacun à son rythme.

La Haute-Garonne, c'est une composition de tableaux variés et de lumières changeantes ; c'est le midi avec la chaleur de son accueil et sa douceur de vivre, c'est une histoire et des traditions qui témoignent d'un passé d'une grande richesse culturelle : Toulouse la ville Rose, le Canal du Midi, des villages typiques et bastides, des cathédrales romanes et gothiques, des châteaux forts, des moulins, des hôtels particuliers, des manoirs de la Renaissance ...

Voyager en Haute-Garonne, c'est découvrir ses paysages colorés, ses marchés de plein vent, ses traditions gastronomiques et artisanales pour un véritable art de vivre.

La Haute-Garonne est aussi le rendez-vous des amoureux de la nature. Avec douze sites Natura 2000, douze espaces naturels sensibles, dix stations vertes, deux pavillons bleu, des itinéraires de randonnée à pied ou à vélo, quatre chemins de Grandes Randonnées (GR), deux voies cyclables majeures (Garonne et Canal des 2

Mers) des hébergements de qualité et labellisés (écoresponsables, Gîte de France, Tourisme et Handicaps ...).

C'est aussi une destination de grands espaces avec les Pyrénées comme horizon, une montagne préservée, lieu idéal de toutes les aventures et de tous les rêves à chaque saison ! De magnifiques panoramas sur 18 sommets à plus de 3 000m émerveillent les visiteurs.

Enfin, six sites sont classés au patrimoine de l'UNESCO et font la renommée de la Haute-Garonne :

- le Canal du Midi
- l'Hôtel Dieu Saint-Jacques à Toulouse
- la basilique Saint-Sernin à Toulouse
- la tradition du Brandon des Pyrénées centrales (feu de la Saint-Jean)
- la basilique Saint-Just-de-Valcabrère
- la Cathédrale Sainte-Marie à Saint-Bertrand-de-Comminges.

### LE TOP 10 DE LA HAUTE-GARONNE

■ **Le Canal des 2 Mers** (Canal du Midi et Canal de Garonne) : on le découvre à vélo par la piste cyclable entièrement aménagée, ou à bord d'une embarcation (pénichette habitable, bateau promenade ou bateau-



restaurant...). Bordé par d'anciennes maisons éclusières transformées en restaurant, prenez le temps d'admirer les nombreuses écluses toujours en activité qui côtoient cette voie d'eau et remontez les sources du canal à Revel/Saint-Ferréol où le Réservoir, musée consacré au Canal du Midi, vous livrera tous les secrets de cette réalisation monumentale, la plus importante du règne de Louis XIV.

■ **Toulouse, flâneries dans la ville rose et son centre historique.** Ici, l'histoire se cache derrière chaque brique. Le sol regorge de vestiges du passé et, par-dessus les toits, de nombreux monuments se distinguent. Le patrimoine de bâtiments religieux y est aussi particulièrement riche avec quelques curiosités comme l'église des Jacobins ou encore la basilique Saint-Sernin. La basilique Saint-Sernin est la plus grande église romane encore sur pied d'Europe. Toulouse est enfin la ville française qui compte le plus d'hôtels particuliers de la Renaissance.



■ **Luchon et les Pyrénées Centrales.** C'est ici que le célèbre GR10, qui part de l'Atlantique et se termine en Méditerranée, traverse la Haute-Garonne sur 68 kilo-

mètres. Il offre des panoramas superbes en passant au pied du lac d'Oô, sous le pic de Céciré (2 403 mètres), la station de Luchon-Superbagnères avant de redescendre à Luchon et d'aller jusqu'à Artigue. Le GR10 se poursuit ensuite depuis les Pics de Bacanère et du Burat vers Fos puis Melles. Savez-vous que la Haute-Garonne est le



septième département le plus haut de France avec ses dix-huit sommets qui culminent à plus de 3 000 mètres !

#### ■ Une gastronomie riche en produits du terroir

On distingue quatre filières de qualité : les vins de Fronton, le Porc noir de Bigorre, l'ail violet de Cadours et l'agneau des Pyrénées. Pour les déguster, Haute-Garonne Tourisme vous conseille les nombreux marchés de plein vent du département : le marché couvert de Victor Hugo à Toulouse, le marché paysan de Grenade-sur-Garonne, le marché bio de Montbrun Bocage, le marché de Revel qui figure parmi les cent plus beaux marchés de France...

#### ■ Villages secrets hors des sentiers battus

- Cazères et sa Maison Garonne pour tout savoir sur ce fleuve qui a donné son nom au département
- Rieux-Volvestre, village médiéval et sa superbe cathédrale
- Villemur-sur-Tarn, un village entouré de remparts où trône une Tour de défense en brique.
- Carbonne, l'Isle en Dodon, Boulogne-sur-Gesse, Grenade, Nailloux, ces anciennes bastides dont certaines sont fortifiées.

#### ■ Le paradis des cyclistes

Avec deux grands parcours réservés aux cyclotouristes (Le Canal des 2 Mers et la Transgarona qui reliera prochainement Toulouse aux Pyrénées) et de nombreux cols mythiques du Tour de France, la Haute-Garonne est le terrain de jeu idéal pour les amateurs de vélo.

■ **La Via Garona (GR861)**, un itinéraire naturel de randonnée pédestre, homologué GR861, qui relie Toulouse à Saint-Bertrand-de-Comminges tout en longeant la Garonne. D'un niveau accessible à tous, cette randonnée permet de découvrir successivement 41 communes et 6 monuments inscrits au Patrimoine mondial de l'Unesco.



■ **Le site historique de Saint-Bertrand-de-Comminges/Valcabrère**

Au pied des Pyrénées, avec son imposante cathédrale perchée sur un piédestal rocheux et ses jolies maisons médiévales protégées par des remparts, cette cité de 300 habitants fait partie des « Plus Beaux Villages de France ». Ne manquez pas de découvrir les vestiges gallo-romains et la basilique romane Saint-Just-de-Valcabrère. Etape importante sur les chemins de Saint-Jacques de Compostelle, la cathédrale possède par ailleurs l'un des

plus beaux cloîtres des Pyrénées et un orgue en angle entièrement sculpté.

■ **Le Château de Laréole**

Situé au nord de Toulouse, près du village de Cadours, le château de Laréole est un joyau de la Renaissance dans son écrin de verdure. Il s'ouvre au public chaque année de mai à septembre, pour des visites commentées et de nombreux spectacles gratuits.



■ **100% famille**

Pour se baigner, pour s'amuser ou pour apprendre, c'est une foule d'activités qui vous attend en Haute-Garonne. Découvrez les nombreux parcs de loisirs : La Cité de l'Espace, la Halle de la Machine, Airbus, Aéroscoopia, Animaparc, Tepacap, Village Gaulois...ici les idées ne manquent pas. ►

Information [www.hautegaronnetourisme.com](http://www.hautegaronnetourisme.com)



## SUIVI DE L'ENQUÊTE AIACE FRANCE | INFO 42 P.8

*L'AIACE France a mené une enquête auprès de ses adhérents en juin 2021 pour mieux cibler leurs besoins, en mettre en évidence de nouveaux et susciter de nouvelles vocations de bénévoles. Les résultats vous ont été présentés dans l'INFO 42. Le Comité vient d'étudier en profondeur ces résultats en vue de formuler des propositions et de les intégrer dans le pilotage de la section France.*

D'un point de vue technique, nous assure notre statisticien attitré, Franco Zampogna, les 235 réponses reçues représentent un échantillon de 17%, ce qui nous permet de considérer les résultats comme relativement représentatifs. C'est un premier enseignement positif. Fort taux de participation signifie intérêt élevé pour votre association. Merci encore une fois au concepteur de l'enquête et à vous tous qui avez pris le temps d'y répondre.

Sans tomber dans l'autocongratulation, pratiquement la totalité des contributions expriment satisfaction, compliments et remerciements aux délégués et bénévoles de l'association pour leur action efficace au quotidien et dans l'accompagnement durant la crise sanitaire. Le cap fixé dans la gestion de l'association semble être largement validé. Nous allons nous employer à le maintenir et à le faire évoluer en douceur.

Nous maintiendrons bien évidemment le mécanisme de réaction et d'information rapides mis en place pour garder un minimum de lien et d'assistance durant la pandémie. Pourvu que la prochaine ne vienne pas trop vite car il nous faudra absolument doubler le staff disponible (+/- 2.5 personnes pour l'instant) pour garantir une permanence efficace.

Presque 20% des répondants, soit 39 personnes ont répondu favorablement à l'appel à rejoindre nos équipes de bénévoles. Comme au rugby, essai marqué. A nous de le transformer. En 2022 nous organiserons un séminaire de formation à l'attention des nouveaux bénévoles et de remise à niveau destinée aux équipes en place. Nous attendons impatiemment ces futurs nouveaux bénévoles. Avec l'augmentation des adhérents et de leurs besoins

ainsi que la « non-simplification » des missions et procédures nous devons renforcer les équipes et rechercher un maillage plus équilibré sur l'ensemble du territoire.

En effet, la crainte de l'isolement et le désir corrélatif d'une plus grande proximité avec un interlocuteur de l'AIACE reviennent constamment dans les réponses. Bien que 47% des participants déclarent connaître leurs délégués, **beaucoup d'entre vous s'adressent au secrétariat de l'AIACE à Paris.** Une première réaction consistera à partir de l'INFO 44 à publier un trombinoscope régulièrement mis à jour de tous les délégués et bénévoles afin que vous puissiez mieux les identifier et les repérer près de chez vous. La même information se trouvera bien entendu sur le site de l'AIACE, en bonne position facilement accessible.

En ce qui concerne le site lui-même, bonne fréquentation et taux de réponse élevé ont été constatés. Reste la problématique de l'accès. Nous sommes conscients qu'il faut réduire le nombre de clics de recherche et d'accès aux pages, augmenter les rubriques, les liens, les hyperliens, les mots clés, revoir le design... Ces remarques valent aussi pour le Vademecum. **Pour ce dernier, nous disposons d'une bonne force de frappe qui veille au mieux à sa mise à jour et travaille à le refondre afin de le rendre plus « user friendly ».** Chantier conséquent et permanent dont les effets bénéfiques se mesureront dans la durée.

Sur le plan plus purement IT et de développement du site, nous sommes plus démunis et les progrès seront plus lents. Nous suivons aussi de près les développements initiés par le secrétariat de l'International avec l'idée

d'augmenter l'interopérabilité de nos sites respectifs et de mutualiser les ressources de maintenance. Je profite de cet article pour lancer un appel au volontariat d'un ou deux collègues informaticiens désireux de nous assister.

Quant aux domaines couverts par vos demandes d'interventions, bien évidemment le domaine médical prime suivi par les questions fiscales et administratives. En matière de fiscalité, un petit rappel s'impose. Nos collègues versés dans ces problématiques ne peuvent prodiguer leurs conseils que sur les questions de nature fiscale liées ou qui découlent du respect de notre statut dans le pays hôte.

Nous continuerons à vous assister au maximum de nos moyens et de nos connaissances. Avec le bémol que nous restons des bénévoles, certes éclairés et motivés, mais non des virtuoses du RCAM ou du statut. Certains collègues l'oublient parfois en fixant leur niveau d'attente un peu trop haut !

A partir de 2022 les activités régionales pourront redémarrer. Je ne peux que vous inviter à y participer en masse. Elles constituent un excellent moyen convivial de se retrouver ou de tisser de nouveaux liens. »

## LE MOT DE LA WEBMASTER

Avec la Covid 19, votre site [aiace-fr.eu](http://aiace-fr.eu) a vu sa fréquentation multipliée par dix !

C'est le travail de notre secrétaire général Jacques Babot qui est à l'origine de ce succès soudain. Grâce à lui, vous avez pu être informés au fur et à mesure des modalités de vaccination et d'obtention du passe vaccinal français puis européen. Ces informations, essentielles pour nous qui souvent n'avons pas de carte vitale, ont été, par souci de l'intérêt général, publiées dans les pages publiques du site : point n'était besoin d'être adhérent pour y accéder.

L'unique page privée du site – le COIN DES ADHÉRENTS – a profité de cette attention nouvelle portée au site et beaucoup d'adhérents, quoique rebutés à l'idée de s'ouvrir le compte nécessaire pour ouvrir cette page, ont quand même décidé de franchir le pas.

Courageusement, ils ont donc consulté le document Comment créer son compte accessible sur le site : SECTION FRANCE / Adhésion-cotisation (tout en bas de page), ils ont entamé la procédure et patatras ! Impossible de continuer, on leur demande un « code d'inscription\* » qu'ils n'ont pas, qui ne figure pas dans la procédure et qui, autant vous le dire tout de suite, ne vous sera pas envoyé par mail. Alors ?



**Anne ROPERS**  
Membre du Comité et Webmaster

Si vous avez adhéré après le 20 octobre 2020, vous avez reçu votre code d'inscription avec votre dossier de bienvenue à l'AIACE France.

Si votre adhésion est antérieure, et si votre compte était déjà créé à cette date, rien ne change, votre compte est toujours disponible pour vous.

Sinon (adhérent n'ayant pas encore de compte) votre code vous sera communiqué par lettre ou par téléphone, sur demande adressée à l'AIACE-France, ou plus directement à la webmaster, qui figure dans l'annuaire et qui se fera un plaisir, si nécessaire, de vous guider pas à pas pour créer votre compte.

Vous pourrez enfin ouvrir le COIN DES ADHÉRENTS, où vous trouverez, entre autres, le précieux Vademecum, de très utiles conseils concernant vos voyages, la fiscalité etc... , un annuaire mis à jour environ deux ou trois fois par mois, les comptes-rendus des assemblées générales, les INFOS numérisés, la liste des bénévoles AIACE de votre région, et pour vos loisirs, les renseignements détaillés sur les sorties et les rencontres... quand elles reprendront. »

\* Le code d'inscription a été créé en octobre 2020 à la suite de nombreuses tentatives de hackage (voir INFO N° 41)

# LA VIE DE L'AIACE INTERNATIONALE

© Adobe Stock



## ASSISES DE L'AIACE INTERNATIONALE À LOUTRAKI

**Dominique DESHAYES**  
Présidente de l'AIACE  
Internationale

*Chers amis (ies),*

*Nous avons malheureusement dû annuler les Assises de 2020, puis celles de 2021.*

*Je peux maintenant vous confirmer que nos Assises se tiendront du 14 au 20 mai 2022 selon un programme très similaire.*

*Vu le succès remporté par la formule utilisée à Lisbonne, deux demi-journées de conférences/débats avec des personnalités sur des sujets d'intérêt européen sont prévues, et ce avant l'Assemblée générale et les traditionnels ateliers.*

*Bien évidemment les représentants des Administrations seront présents pour vous informer de tous les nouveaux développements. Notre helpdesk international sera également à votre disposition pour vous guider dans les arcanes des applications informatiques de la Commission. Il y aura aussi un atelier sur les assurances.*

*Comme à Lisbonne, vous aurez le choix entre des forfaits «tout compris» et une participation «à la carte» aux différents événements (moyennant des frais d'inscription visant à couvrir une participation aux frais d'organisation).*

*Loutraki est une petite cité balnéaire située sur le Golfe de Corinthe et connue depuis l'époque romaine pour les bienfaits de ses eaux thermales. Les réunions se tiendront dans un bel hôtel situé en bord de mer à proximité immédiate de la ville. Des transferts seront offerts depuis l'aéroport d'Athènes.*

### LE PROGRAMME SE PRÉSENTE COMME SUIV

- |                  |                                                                                                                                                |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>14 mai</b>    | arrivée des participants, réception de bienvenue, dîner informel facultatif ;                                                                  |
| <b>15 mai</b>    | excursions, Canal de Corinthe, lac de Vougliaomeni, site archéologique de l'Héraion et l'Ancienne Corinthe ;                                   |
| <b>16 mai</b>    | ouverture des Assises, conférences/débats, dîner facultatif ;                                                                                  |
| <b>17 mai</b>    | Assemblée générale, dîner de gala ;                                                                                                            |
| <b>18 mai</b>    | ateliers le matin, réunion du Conseil d'administration, excursion et visite de l'Ancienne Némée et d'une cave, dîner de clôture (facultatif) ; |
| <b>19 mai</b>    | excursion d'une demi-journée et visite du théâtre antique d'Épidaure, déjeuner compris ;                                                       |
| <b>20 mai</b>    | Visite de Nauplie et du site archéologique de Mycènes ;                                                                                        |
| <b>21 mai</b>    | croisière et visite de l'île de Hydra ;                                                                                                        |
| <b>22-25 mai</b> | extensions possibles.                                                                                                                          |

J'espère tant vous rencontrer dans une ambiance détendue et chaleureuse. »

## DÉCLINAISONS RÉGIONALES DE LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

**Francis GUTMANN**

*Bas-Rhin-Grand Est*

**Olivier BRUNET**

*Loire-Atlantique-Pays de la Loire*

**JACQUES VONTHRON**

*membre du Comité | Haute Garonne - Occitanie*

*La Conférence sur l'Avenir de l'Europe, que nous a présentée Jean-Guy Giraud dans l'INFO 42, se décline sous toutes ses formes : exercices de démocraties locales, contributions directes sur le site dédié (en 17 langues) <https://futureu.europa.eu/?locale=fr> et 18 grandes conférences régionales. Trois de nos collègues, Francis Gutmann (Bas-Rhin - Grand Est), Jacques Vonthron (Haute-Garonne - Occitanie) et Olivier Brunet (Loire-Atlantique - Pays de la Loire) ont activement participé à certaines de ces Conférences régionales : à l'Est, à l'Ouest, au Sud. Ils nous résument leurs expériences. La Conférence se poursuivra en 2022. Il est encore temps d'y participer.*

### A STRASBOURG

J'ai participé en tant qu'expert, membre du réseau de conférenciers « Team Europe France », avec quatre autres membres du centre Europe Direct de Strasbourg (le CIIE), à la Conférence régionale organisée à Strasbourg du 24 au 26 septembre 2021. La Préfecture de Région avait invité un panel de 55 citoyens ruraux et urbains de la Région Grand Est à se réunir dans les nouveaux locaux de Sciences Po Strasbourg afin de débattre et formuler des propositions pour l'avenir de l'Europe.

Quel a été l'apport essentiel de ces trois journées d'intenses discussions entre citoyens de quasiment tous âges et origines ? Cinq citoyens allemands y participaient également, témoignage du caractère transfrontalier de cette grande Région qui va de la Suisse à la Belgique, en passant par l'Allemagne et le Luxembourg.

Était-ce la pertinence des propositions, élaborées, débattues, acceptées et votées ou même rejetées

pour certaines d'entre elles ? Était-ce la présence de Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, au début des travaux ou de Brigitte Klinkert, ministre déléguée à l'insertion, à la clôture ?

Non, l'essentiel a été que des participants d'origines variées et aux préoccupations différentes puissent débattre ensemble de thèmes qui leur tenaient particulièrement à cœur.

Tout d'abord, les valeurs européennes et la possibilité de sanctionner plus efficacement les États qui ne les respectent pas ; ensuite, le désir d'accroître la mobilité en Europe : « un voyage à l'étranger pour chaque Européen chaque année » ; enfin, l'idée de susciter un plus grand engagement pour lutter contre le dérèglement climatique et favoriser l'emploi.

En réponse à ces interrogations, les participants ont réalisé, texte des traités à l'appui, que les valeurs sont énoncées clairement à l'article 2 du traité de Lisbonne et que la Charte des droits fondamentaux édicte des



principes de base dans un langage compréhensible par tous les citoyens.

Il y a eu, en toile de fond le traumatisme du Non au référendum de 2005 sur le projet de constitution européenne, qui subsiste toujours et qui soulève les mêmes interrogations : les traités sur l'UE et son fonctionnement (TUE et TFUE) auraient-ils été adoptés en traître ou au contraire ont-ils favorisé le développement de l'UE par deux mesures fondamentales : l'extension du vote à la majorité qualifiée et l'implication accrue du Parlement européen dans l'adoption de la législation ?

Je retiendrai de ces deux journées de débats intenses l'envie de contribuer à dessiner le futur de l'Europe. Il s'agit à mon avis du meilleur résultat de cet exercice de démocratie participative auquel, il est vrai, peu d'eurosceptiques ont participé ! Mais au moins, elles auront permis de former 55 nouveaux « ambassadeurs de l'Europe » en région Grand-Est !

## A TOULOUSE

La Conférence en Occitanie s'est tenue durant trois jours dans ce lieu merveilleux tout de briques rouges - « roses » dit-on au bord de la Garonne, avec l'accent qui roule sur ses galets - l'Hôtel Dieu du XVI<sup>ème</sup> siècle. Le démarrage a été long ; c'est là le fait de tout exercice de co-construction citoyenne me disait l'animateur rompu à ce mode d'élaboration participative. Après une matinée passée avec le Premier Ministre Jean Castex, qui a pris note attentivement des doléances européennes des 55 citoyens et en compagnie du Secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Clément Beaune qui s'est mis à disposition

de chacune des dix tables de négociation, le groupe très motivé a mis le turbo pour trois demi-journées. Sans autre défection en cours de route que les deux citoyens ayant abandonné le premier jour, le groupe est arrivé à un consensus par acclamation sur les propositions de réforme que cinq de leurs représentants (choisis par vote) ont porté à la Conférence nationale conclusive à Paris. La nature des préconisations citoyennes est sans surprise : une Europe verte et même punitive avec des règles encore plus strictes appliquées à tous les secteurs, même à l'agriculture, une Europe souveraine grâce au rapatriement des industries clé, une Europe avec des exigences sociales unifiées entre les 27 et surtout une proximité des députés par l'instauration de permanences obligatoires dans de nouvelles « Maisons de l'Europe » réparties sur le territoire qui seraient les vitrines de l'Europe pour les citoyens. Parmi les 55 citoyens délibérants, pas d'opposant déclaré à la nécessité de plus d'Europe mais par contre des critiques marquées sur l'opacité de la machinerie bruxelloise et son éloignement des régions.





Notre participation en temps qu'experts (au nombre de quatre, venant de toute l'Occitanie) a été très sollicitée car nous avons pu participer dès le début de la co-construction et nous faire connaître des citoyens délibérants. Notre apport consistait à fournir, à la demande des différentes tables, des éléments de cadrage sur ce que « Bruxelles fait déjà » ou sur ce qui constitutionnellement est plus difficile à envisager. Le résultat exhaustif de ces négociations citoyennes est repris sur le site internet national de la conférence (voir chapeau général).

## A NANTES ET À RENNES

L'avenir de l'Europe a également bien intéressé les citoyens, en Bretagne et Pays de la Loire. J'ai eu la chance de participer les 11 et 12 septembre à la conférence organisée par la Préfecture de la région Pays de la Loire, en tant qu'expert identifié dans le réseau de conférenciers « Team Europe » aux côtés d'un universitaire et d'un conseiller diplomatique. Cinquante citoyens tirés au sort dans les cinq départements des Pays de la Loire ont participé activement, dans les locaux de la Maison de l'Europe à Nantes, à une réflexion approfondie sur

l'avenir de l'Europe. Comme à Strasbourg et Toulouse, la méthodologie suivie pour réaliser un processus inédit de démocratie participative sur une thématique complexe s'est révélée excellente. Les organisateurs et animateurs ont réalisé un travail de qualité, qui a permis aux citoyens présents de dégager clairement trois souhaits prioritaires : un minimum de déchets en Europe, des relocalisations de productions stratégiques, une véritable protection sociale européenne.



L'envie d'Europe était manifeste, même si beaucoup de participants ont facilement avoué leur ignorance de ce qui se fait déjà à ce niveau. Il restera maintenant à éviter la frustration des personnes présentes, en veillant à ce que leurs souhaits soient entendus par les « décideurs » sans télescopage avec l'agenda politique français.

Le même type de conférence a eu lieu à Rennes, quinze jours plus tard, avec des résultats analogues. L'ouest de la France, nourri de la lecture de « Ouest-France » reste heureusement une terre ouverte au projet européen, même si les eurosceptiques y ont gagné du terrain notamment dans certaines zones rurales. »





## PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L'UNION EUROPÉENNE

**Nicolas Gros-Verheyde**  
Rédacteur en chef  
de B2 Bruxelles2

### PFUE : COMMENT SE PRÉPARENT LES DIPLOMATES À BRUXELLES

*Un certain nombre d'entre nous se souviennent de la dernière Présidence française, il y a ...14 ans, car nous y avons apporté notre pierre. La nouvelle édition (1<sup>er</sup> semestre 2022) en est en route, au pas de charge vu les échéances électorales. Nicolas Gros-Verheyde, rédacteur en chef de l'excellent quotidien en ligne B2-Bruxelles2 (<https://www.bruxelles2.eu/>) nous en montre l'envers du décor. Cela devrait ranimer d'excellents souvenirs pour nous ? Avec son aimable autorisation nous en publions des morceaux choisis. Qu'il en soit remercié ! (Article finalisé le 25 octobre 2021).*

Dans les couloirs de la Représentation permanente de la France auprès de l'UE, avec son chef.

#### Un homme roué à l'Europe aux manettes... trois présidences au compteur

Représentant permanent à Bruxelles, Philippe Léglise-Costa a acquis une certaine expérience de la mécanique européenne. À son compteur, il a trois présidences, 1995, 2000 & 2008. Fait plutôt rare. C'est un des personnages qui connaît le mieux la mécanique européenne, au sein de la structure française, tout comme à Bruxelles.

De ces expériences, M. Léglise-Costa tire un constat : cette présidence sera très différente des précédentes.

#### De singulières différences

##### La perte de l'acquis

La première différence est ineffable : c'est « le temps qui s'est écoulé depuis la dernière présidence. Quatorze ans, c'est long ! La plupart des gens qui ont fait une présidence ne sont plus là ». Il y a une perte de l'expérience. Mais on peut le compenser. Les effectifs de base et supplémentaires de la RP ont été recrutés

il y a presque un an et demi, voire deux ans. Un délai nécessaire pour « bien voir le fonctionnement des autres présidences ». Il y a eu aussi un important travail de « transmission de mémoire », avec un « très gros effort de formation en interne » et un travail avec le secrétariat du Conseil de l'UE (pour fournir les notes et documents de l'époque). « L'appropriation par chacun des dossiers est essentielle ».

##### Une présidence qui ne préside pas tout

La seconde différence par rapport aux présidences précédentes est la mise en place du traité de Lisbonne. « C'est la première fois que la France préside, sans exercer la présidence du Conseil européen [assurée par Charles Michel] ni du Conseil des Affaires étrangères [assurée par Josep Borrell] », ou des ministres de l'Euro. Pour les Français habitués au « modèle présidentiel », c'est assez anachronique. Certes l'influence est bien là. Mais cela demande « encore plus de synchronisation et de préparation » avec les instances européennes. Il faut encore plus anticiper et coordonner pour que les priorités françaises soient bien prises en compte.

##### Un contexte politique en changement

La présidence sera aussi le temps d'importantes évolutions politiques prévisibles : la formation d'une



nouvelle coalition en Allemagne, la réorganisation du Parlement européen à mi-mandat, et le retard pris dans la mécanique législative habituelle. Normalement la présidence française — qui intervient à mi-législature — aurait dû être celle des décisions, où s'engagent certains trilogues. La crise du Covid-19 et le retard pris pour définir le cadre budgétaire pluriannuel (le MFF en jargon bruxellois) et les plans de relance pour la période 2021-2027 en ont décidé autrement.

### Un effet retard sur la mécanique européenne

Tout a été retardé. La Commission européenne n'a pas présenté comme prévu ses propositions législatives. Elle ne commence à le faire que maintenant. Et encore ! La présidence allemande avait dû réorienter au dernier moment toutes ses priorités, en se concentrant sur l'essentiel, notamment ce fameux MFF. Normalement elle aurait dû démarrer un cycle, en ouvrant les projets, auxquels la France aurait donné sinon la touche finale, du moins l'impulsion décisive. Impossible de faire comme espéré. « Il y aura beaucoup de dossiers sur la table, mais peut-être pas tous mûrs ».

### La gestion délicate des élections

Enfin le contexte électoral français est un autre élément à prendre en compte. De fait, la présidence va se diviser en trois phases : une phase intense, très politique, au premier trimestre, avec toutes les réunions informelles, les événements de la présidence. Suivie d'une phase intermédiaire (en avril-mai) durant la campagne électorale. Terminée par une dernière phase de conclusion, politique (mai-juin). Parmi les diplomates français à Bruxelles, chacun en est bien

conscient : nombre de sujets débattus dans la bulle européenne « peuvent très vite devenir des enjeux électoraux ».

### La sacro-sainte impartialité de la présidence

Or c'est une tradition européenne. Une présidence de l'UE est là pour rechercher l'accord des autres États membres et faire avancer les dossiers. « La présidence française devra être professionnelle et impartiale. C'est le métier de base d'une présidence ». Cela exige d'autant plus une « préparation extrêmement soigneuse » en amont. Il faut « bien gérer les dossiers, bien les connaître, internaliser les positions nationales. Elles doivent avoir été anticipées » pour éviter de polluer la présidence. « Il ne faut pas durant la présidence devoir défendre un dossier ». Autrement dit être à la fois arbitre et partie.

### Les épées de Damoclès qui pèsent

La présidence française devra aussi faire à face des inconnues.

### L'incertitude de l'épidémie

Première inconnue et de taille : quel jeu va jouer le virus du Covid-19 ? Le scénario de base (scénario A) est un retour plein et entier en présentiel, avec des informelles et des événements en France. Le scénario B serait le retour en force du virus et une reprise des vidéoconférences. Ce que chacun redoute. Cette pratique s'est imposée depuis un an et demi. Avec une exception notable : le COREPER (le comité des représentants permanents, les ambassadeurs de chaque État membre de l'UE) a continué à se réunir en présentiel autant que possible. Indispensable. Car « rien ne remplace les réunions en physique ».

### La hantise de revenir à la VTC

En vidéoconférence (VTC dans l'abrégié bruxellois), « on ne négocie pas. On échange des vues ». C'est « moins satisfaisant. Il y a peu de place pour les compromis. Il y a moins de place à la dynamique collective, moins de prise à la décision ». Il n'y a pas de négociation en fait. Chacun — ministre, expert, diplomate — reste chez soi. Il entre ou sort parfois. Les ministres sont entourés de leurs conseillers et restent figés sur leurs positions souvent. « Ce n'est pas du tout pareil en termes psychologiques. Structurellement, cela éloigne les ministres les uns des autres ». Même au niveau



du symbole, il y a un vide. « Une photo avec quelques petites vignettes n'est pas suffisante » pour remplacer une belle photo de famille. « La politique a besoin d'images, de symboles, de rencontres ».

### **L'incertitude économique**

À cette incertitude sanitaire, s'ajoute une incertitude économique et sociale. On ne sait pas encore tout à fait si la relance économique sera installée, ou si la reprise actuelle est juste le rattrapage d'un an et demi d'atonie. Mais c'est surtout aux crises non prévues que la présidence doit se préparer. L'exemple même de la montée des prix de l'énergie inquiète tout le monde.

### **La présidence des imprévus**

Et « Il y a toujours eu des imprévus dans une présidence » : la crise du pétrole en 2008, les attentats et la crise migratoire en 2015, etc. Sans oublier toute la dimension extérieure à l'Union européenne, au-delà des frontières. Car l'Europe aujourd'hui doit gérer non seulement les crises internes, mais aussi externes. « Il y en a de plus en plus, car le monde est de plus en plus volatile ». En 2008, il y avait eu la guerre en Géorgie, qui avait nécessité de l'improvisation. Du coup, il faut prévoir, mais pas trop. « Il faut une part d'agilité, ne pas céder à la tentation du micro-management ».

NB : le diplomate ne le dit pas. Mais chacun pense à la présidence tchèque de 2009 — qui avait suivi la française — considérée comme calamiteuse par tous.

### **Préparation, anticipation et jonglerie**

Pour faire face à l'augmentation du travail, on a recruté, formé, structuré. La représentation permanente a aussi subi quelques travaux, pour loger tout le monde, et créé des salles de réunions. Un classique. 75 personnes ont été recrutées. En tout, la France aura 275 personnes à la représentation permanente. Un « étiage plutôt frugal par rapport à d'autres présidences ». C'est un peu plus qu'un 'petit' pays. Mais largement moins que l'Allemagne lors de sa dernière présidence qui avait 400 personnes dans ses bâtiments à Bruxelles.

### **Une délégation nationale silencieuse**

Le pays qui a la présidence conserve en effet un représentant dans chaque groupe de travail. Délégation qui est « silencieuse », mais continue de faire le travail de suivi des dossiers. Pour la France, qui a une proximité géographique avec Bruxelles, où le trajet Paris-Bruxelles se fait dans la journée, il est plus facile d'envoyer un expert de Paris. Plus éloignée, l'Allemagne avait fait le choix de loger 'sa délégation nationale' à la représentation permanente.

### **Des évolutions importantes**

Si on jette un regard par rapport à la dernière présidence de 2008, il y a des changements nets. L'effectif



a augmenté mécaniquement, car « certains dossiers ont pris de l'ampleur au niveau européen ». Le département Justice Affaires intérieures a ainsi grossi — le nombre de magistrats a par exemple doublé. Autre département en croissance : la défense. « La Représentation va comprendre davantage de militaires, ce dossier ayant pris de l'importance ». Les questions « d'environnement et numériques également sont devenues primordiales ». « Certains métiers aussi ont grandi ». Exemple : l'équipe « réseaux sociaux » est « quasiment nouvelle. Ils n'existaient que très peu en 2008 ».

### **Un exercice de haute précision**

Ces compétences humaines sont essentielles. Car la réussite d'une présidence « ne se juge pas au nombre de textes qui auront été approuvés, mais à la manière dont elle est capable d'ordonner les débats, de favoriser l'émergence de solutions, de consulter suffisamment chacun pour permettre une décision, sans perdre trop de temps non plus... » C'est un exercice très délicat, une horlogerie de précision.

### **Une bonne interaction avec toute la mécanique européenne**

Cela nécessite d'avoir une bonne interaction entre les groupes de travail thématiques qui préparent chaque dossier, le COREPER, qui arbitre, et les ministres et parlementaires qui décident. Il faut « travailler en bonne

intelligence » avec la Commission européenne, avoir « une bonne relation » avec le Parlement européen. Et on peut ajouter éviter quelque couac ou hiatus entre Paris et Bruxelles. Pas évident.

### **Une présidence française attendue au tournant**

Au final, chacun attend la France au tournant. Car ce sera la première présidence de plein exercice normalement. Et surtout : la France est la France. Les tricolores sont connus pour être à la fois très organisés, structurés, avec une mécanique implacable du haut vers le bas. En un mot : efficace, comme me l'a confié un diplomate européen. La notion bonapartiste du système est ainsi observée avec un brin d'admiration comme d'ironie par les autres pays.

### **Le souvenir de 2008**

Les plus expérimentés ont en mémoire la présidence de 2008. « Chaque ministre avait une feuille de route de cinq textes à faire aboutir. On disait, que ça allait trop vite trop vite. Il y avait des trilogues jusqu'à 2 heures du matin. Les parlementaires râlaient ». Les dents grinçaient (je m'en souviens) aussi dans les couloirs européens contre une présidence jugée un peu trop envahissante — Sarkozy voulait être partout — aller vite, très vite. La représentation permanente, gérée de main de maître par Pierre Sellal (main de fer dans un gant de velours) maîtrisait le champ de la discussion.

### **Le booster français**

Mais au final, tout le monde était content, dans les couloirs du Parlement, comme de la Commission européenne. La France c'est un peu ça, confirme notre interlocuteur : « On booste le système, on énerveille, il y a un esprit européen, on connaît bien les procédures ». Au final, « Ça secoue. Mais en fait, ils aiment bien être un peu motivés, bousculés au sens positif ». 🇫🇷

*L'entièreté de l'article est à retrouver sur le blog de B2-Bruxelles2 à la date du 25 Octobre 2021 : <https://www.bruuxelles2.eu/2021/10/presidence-francaise-de-lue-comment-se-prepare-la-representation-permanente-a-bruxelles/>*

## UNIVERSITÉ D'AUTOMNE DU MOUVEMENT EUROPÉEN FRANCE À VANNES



**Olivier BRUNET**  
Loire-Atlantique-Pays de la Loire

*Comment continuer à s'intéresser à l'Europe et la faire vivre au niveau des territoires, dans une approche associative ? Olivier Brunet nous en donne un exemple, en tant que Vice-Président du Mouvement européen en Loire Atlantique et Administrateur à la Maison de l'Europe, à Nantes.*

*Sa contribution est un appel à ceux qui souhaiteraient s'investir dans le Mouvement européen de leur région ou département. Elle plaide en faveur d'une coopération accrue entre les membres de l'AIACE et le Mouvement européen.*

Le Mouvement européen France a organisé du 8 au 10 octobre 2021 la quinzième édition de ses Universités d'automne à Vannes, après Troyes en 2020 (dont nous avons parlé dans l'Info 41). Nous étions trois cents environ à avoir mis le cap sur la Bretagne : surtout des membres du Mouvement européen, mais aussi des non-membres car les Universités d'automne sont ouvertes à tout le monde, sur simple inscription.

Belle opportunité pour se mettre à jour concernant certains sujets d'actualité ou tout simplement retrouver quelques bons amis ayant en commun l'envie de parler d'Europe, quelques mois avant le démarrage de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne. A Vannes, j'ai croisé avec plaisir quelques anciens collègues, membres de l'AIACE.

La section morbihannaise du Mouvement européen, composée pour l'essentiel de dynamiques retraités, avait très bien fait les choses. Les organisateurs ont combiné un programme de conférences et ateliers de très bon niveau avec des temps bien agréables de convivialité. Les Universités d'automne ont commencé le vendredi dans l'après-midi. Elles se sont terminées le dimanche, avec une excellente météo, autour d'huîtres, en bateau sur le golfe du Morbihan. Le dîner de gala du samedi soir a constitué un autre temps fort, particulièrement agréable et utile en termes de « réseautage ».

Le programme incluait quatre conférences sur l'économie maritime, l'Europe au défi de la cybersécurité, les régions et l'Europe au cœur de la transition énergétique, l'innovation au service de la souveraineté alimentaire de l'Union européenne. Ces différentes conférences, avec d'excellents intervenants et animateurs, ont parfaitement structuré le fil conducteur des Universités, sous le titre : « Une Europe innovante en région Bretagne ». J'ai aimé la place donnée par les Bretons à la dimension régionale des politiques européennes. La thématique complexe de cybersécurité constitue un parfait exemple de la nécessité pour nos démocraties en Europe d'unir leurs efforts, face à des puissances montantes parfois malveillantes.

Le samedi matin a été ouvert à des ateliers, pour permettre des échanges d'expériences de manière plus informelle. Un atelier a été consacré à la discussion des propositions du Mouvement européen France dans le cadre de la campagne présidentielle, d'autres à des sujets variés tels que : entreprendre au féminin en Europe et améliorer sa communication pour attirer plus d'adhérents et notamment les jeunes.

J'ai eu le plaisir d'animer dans ce cadre une discussion sur la thématique de la coopération locale entre acteurs pro-européens, avec une collègue du Mouvement européen à Toulouse. Nous avons ainsi pu présenter les forces, faiblesses et opportunités qui existent sur nos



Je suis Vice-Président du Mouvement européen en Loire Atlantique et Administrateur à la Maison de l'Europe, à Nantes. Je suis chargé au Bureau de la Maison de l'Europe du suivi de la programmation événementielle, à titre bénévole, en coopération avec l'équipe salariée. Belle opportunité pour continuer à m'intéresser à l'Europe, avec une approche associative moins formelle que dans notre vie administrative antérieure. Les chemins menant à l'Europe sont très variés. Les quarante associations membres de la Maison de l'Europe à Nantes incluent cinq Centres culturels qui organisent de nombreux cours de langues, des comités de jumelage, le syndicat CFDT, des adhérents directs... Il y en a pour tous les goûts ! J'ai également plaisir à assurer quelques heures d'enseignement à l'Université de Nantes et je garde des liens réguliers avec le Bureau de représentation de la Commission européenne à Paris, en tant que conférencier membre du réseau « Team Europe Direct ». Plusieurs membres de l'AIACE sont actifs dans ce réseau d'une quarantaine de conférenciers, qui acceptent souvent de jouer également le rôle d'animateurs.

territoires, à partir d'exemples concrets : une Maison de l'Europe particulièrement dynamique à Nantes, l'animation de webinaires au niveau des Pays de la Loire, des coopérations avec « Pulse of Europe » et l'Ecole européenne de droit à Toulouse... Nous savons bien, grâce à notre expérience antérieure, à quel point les échanges de bonnes – et parfois mauvaises – pratiques sont utiles pour faire progresser les coopérations entre acteurs, à partir de la réalité du terrain.

Le dimanche a été consacré aux réunions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale. Une bonne occasion de se représenter la vie réelle du Mouvement européen France, organisé en sections départementales, où se côtoient une majorité de retraités et des Jeunes Européens très motivés. Il est malheureusement plus difficile de mobiliser les actifs, entre trente et soixante ans. J'ai eu le plaisir de représenter cette année l'AIACE, à la demande de René Guth, et d'inviter le Président du Mouvement européen France, Yves Bertoncini, à participer à la prochaine Assemblée générale de l'AIACE France, à Toulouse. Yves Bertoncini a travaillé à la Commission européenne au début de sa vie professionnelle. Il est désireux de favoriser la coopération avec les membres de l'AIACE qui souhaiteraient s'investir dans la vie du Mouvement européen.

D'une manière générale, l'ouest de la France reste, de mon point de vue, une terre favorable au débat européen, grâce notamment à l'appui du journal Ouest-France. Euradio, une radio spécialisée dans les questions européennes, a été créée à Nantes il y a dix ans. Cette radio exemplaire a maintenant essaimé dans diverses villes de France et à Bruxelles.

Chacun d'entre nous peut réfléchir à ses envies et aux possibilités qui existent sur son territoire, pour continuer à parler d'Europe ou simplement maintenir sa compétence linguistique. Notre expérience antérieure peut souvent être utile, ne serait-ce que sous forme de témoignage auprès des plus jeunes.

Je me tiens bien volontiers à la disposition des collègues qui voudraient en savoir plus à propos des activités européennes, que je viens de décrire, ou partager de l'information sur leurs propres engagements.

Et donnons-nous rendez-vous aux prochaines Universités d'automne du Mouvement européen France ? 🇫🇷

# NOUS AVONS FAIT L'EUROPE

## EMA : UNE AGENCE EUROPÉENNE POUR ÉVALUER LES MÉDICAMENTS

**Fernand Sauer**  
Bouches du Rhône - PACA

*« L'agence européenne du médicament maintenant installée à Amsterdam (après son déménagement de Londres - Brexit oblige) a incarné, tout au long de la crise pandémique du COVID, une référence nécessaire et solide pour nos 27 pays ainsi qu'au niveau mondial.*

*Son premier Directeur exécutif, Fernand Sauer (Bouches du Rhône - PACA), qui l'a portée sur les fonts baptismaux, retrace la construction de cette belle œuvre communautaire. » Article finalisé le 15-11-2021.*

L'agence européenne des médicaments (EMA) a vu le jour à Londres en 1995. Son rôle est d'évaluer la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments innovants à usage humain et vétérinaire avant leur autorisation de mise sur le marché par la Commission européenne. Elle coordonne la surveillance des effets indésirables (pharmacovigilance) et des bonnes pratiques de fabrication des médicaments autorisés. Elle peut intervenir lorsque des divergences nationales se font jour pour les autorisations nationales des autres médicaments.

Jusqu'à la crise du Covid-19, le travail de l'EMA, reconnu internationalement dans les sphères de la santé, est resté peu visible du grand public, sauf lors de l'autorisation du Viagra en 1998 ([www.ema.europa.eu](http://www.ema.europa.eu)).

### Le fruit de négociations ardues (1990/1994)

Suite aux malformations graves de bébés dont les mères avaient pris de la Thalidomide, la nécessité d'une autorisation préalable à la commercialisation des médicaments s'est imposée au plan européen dès 1965. L'harmonisation des exigences complexes relatives aux essais pharmaceutiques, toxicologiques (chez l'animal) et cliniques (chez l'homme) a ensuite pris plus de 25 ans. Après une dizaine d'années de recherches industrielles préliminaires, ces essais fort

coûteux sont évalués par les autorités publiques dans un processus qui peut prendre plusieurs années.

La petite unité pharmaceutique de la Commission, créée dans les années 1980, a proposé 13 parmi les 300 mesures du Livre Blanc sur l'achèvement du marché intérieur. Nous avons conduit en parallèle des négociations avec les USA et le Japon pour harmoniser les lignes directrices de la recherche pharmaceutique mondiale ([www.ICH.org](http://www.ICH.org)).

Constatant que, malgré l'harmonisation législative, la reconnaissance mutuelle des autorisations nationales fonctionnait mal, la Commission a proposé en 1990 un système combinant une autorisation centrale réservée aux médicaments nouveaux avec un mécanisme favorisant la reconnaissance mutuelle des autorisations nationales des autres médicaments dits « conventionnels ».

La création d'une agence pour assurer le secrétariat technique et la coordination de ce nouveau système a suscité des polémiques. Certaines grandes agences nationales craignaient une perte de compétences. Beaucoup de firmes multinationales redoutaient l'émergence d'une trop puissante « Food & Drug Administration ». A l'opposé, les organisations de patients, les milieux scientifiques et les firmes de biotechnologie ont fortement soutenu ce projet. La présence des

Etats membres au conseil d'administration ainsi que le recours massif à plus de 4000 experts externes désignés par les agences nationales a conduit à un accord en juillet 1993, sous réserve de la décision sur les sièges des Institutions et d'une dizaine d'agences, reportée à octobre de la même année.

Les compétences de santé publique de l'Union européenne ont seulement été évoquées dans le traité de Maastricht, puis plus explicitement dans le traité de Lisbonne pour ce qui concerne l'évaluation des médicaments.

## Débuts difficiles à Londres (1995/2000)

Contrairement à d'autres agences européennes, la désignation du siège de l'agence à Londres n'a été suivie d'aucun soutien du gouvernement britannique. Il a fallu explorer une cinquantaine de sites possibles avant de retenir le tout nouveau quartier de Canary Wharf, à l'est de la City. La faillite initiale de ce grand projet de bureaux nous a permis d'y trouver des conditions acceptables. Les locaux de Westferry Circus, livrés bruts, ont dû être aménagés par nos soins en salles de réunion avec interprétation et bureaux dédiés à l'expertise externe. Les premiers recrutements ont bénéficié d'un appui logistique de mes collègues à la recherche. Quelques épisodes amusants ont émaillé ces débuts : réticence des banques anglaises à enregistrer la subvention initiale par crainte de blanchiment ; affrè-

tement d'un bateau sur la Tamise en attendant la prolongation de la ligne de métro ; retards à l'octroi d'une licence pour servir du vin à la cantine, pourtant bien utile pour endiguer la fuite des experts vers les pubs voisins...

Dès le départ, notre petite équipe scientifique a réussi à coaliser les efforts de nos experts externes, réunis dans deux comi-

tés scientifiques (humain et vétérinaire) flanqués de plusieurs groupes de travail spécialisés. Une première autorisation européenne fut accordée 5 mois après ouverture de l'EMA. En moyenne, la procédure centralisée européenne a réduit l'accès au marché de plusieurs années à moins d'un an, avec une qualité accrue due à cette évaluation conjointe au plan européen. De plus, un dialogue précoce avec les chercheurs a permis de mieux orienter la recherche dans l'intérêt de la santé publique. Chaque autorisation est accompagnée d'un rapport public d'évaluation détaillée sur Internet, avec les conditions d'utilisation pour les prescripteurs et la notice pour les patients, ceci dans toutes les langues de l'UE.

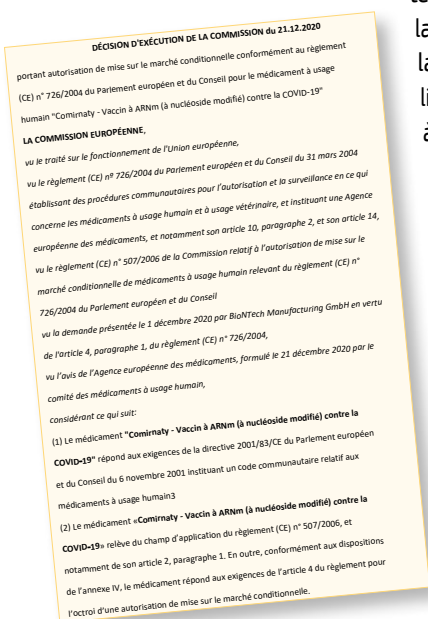
La Norvège, l'Islande et le Lichtenstein ont été pleinement associés dès le début, alors que les experts d'Europe centrale et orientale étaient invités à partir de 2000 en vue de préparer les futures adhésions. En 1999, un comité des médicaments orphelins a été établi pour favoriser la mise au point de médicaments pour les maladies rares, jusque-là négligés par la recherche existante. Les organisations de patients prenaient pleinement place, pour la première fois, dans un comité scientifique européen.

## Consolidation et expansion (2001/2015)

Les succès de la phase initiale ont conduit à un élargissement des compétences obligatoires de l'EMA à tous les médicaments nouveaux. De nouveaux comités et groupes de travail ont été créés pour la pharmacovigilance, les médicaments pour enfants, les thérapies géniques. Ces comités associent les représentants des patients, désormais présents dans le conseil d'administration de l'EMA.

Les inspections internationales de sites de fabrication et d'essais cliniques se sont accrues alors que de plus en plus de matières premières et de médicaments étaient fabriqués en Chine et en Inde. Une attention particulière a été donnée à la lutte contre les médicaments falsifiés, prédominants dans certaines parties de l'Asie et de l'Afrique.

Mes successeurs, Thomas Lönngren, puis Guido Rasi ont mené la phase de consolidation avec environ 900 personnes qu'il a fallu reloger ailleurs sur le site.





## Brexit et déménagement à Amsterdam (2016/2020)

C'est à Guido Rasi et son adjoint Noël Wathion qu'est revenue la lourde tâche de gérer la difficile transition du Brexit. La perte de la précieuse expertise britannique et de certains personnels a créé une période d'incertitudes. L'EMA a dû focaliser ses actions dans des domaines prioritaires. La relocalisation des activités des firmes en matière de production, de contrôles à l'importation et de pharmacovigilance a généré la révision d'un grand nombre d'autorisations. Les soucis de rupture d'approvisionnement ont nécessité une adaptation constante des procédures.

Le déménagement de Londres à Amsterdam, achevé en 2019, s'est avéré coûteux en ressources financières et humaines. L'agence, malgré le télétravail, est redevenue pleinement opérationnelle. Le bilan actuel de l'EMA apparaît très positif pour la protection de la santé publique. Depuis 1995, près de 1400 médicaments ont été autorisés dans toute l'Europe, 2300 médicaments orphelins désignés, et 250 médicaments vétérinaires autorisés.

## EMA face au Covid-19

Avec sa nouvelle directrice exécutive, Emer Cooke, l'EMA a grandement gagné en notoriété avec l'autorisation rapide de 4 vaccins anti-Covid, grâce à une intense évaluation en continu. Alors que les médias exprimaient des doutes sur les capacités européennes, l'EMA a été la première autorité au monde à recommander une autorisation en bonne et due forme en décembre 2020 pour un vaccin à ARN messenger très innovateur (Comirnaty de Pfizer), conditionnée à la soumission de données en temps réel. Peu de semaines auparavant, les USA et le Royaume Uni avaient donné une autorisation simplifiée en urgence, incomplète et dispensant les fabricants de toute responsabilité.

Un deuxième vaccin ARN a été autorisé en Europe en janvier 2021 : Spikevax de Moderna. Les vaccins plus classiques d'Astra Zeneca et de Janssen ont ensuite été autorisés, respectivement en février et mars 2021 et présentent des meilleures conditions de conservation malgré une efficacité légèrement abaissée. Une 3ème dose de rappel est recommandée chez les adultes tandis que la vaccination des enfants de 5 à 11 ans est en cours d'évaluation. Les rapports d'évaluation détaillés, publiés sur le site de l'EMA, sont particulièrement prisés par les autorités compétentes dans le reste du monde. Cinq vaccins sont encore à l'examen à L'EMA : de Curevac (ARN), de Novavax, de Sanofi, un vaccin chinois (Sinovac) et russe (Sputnik). Au 1er novembre 2021, 75% de la population adulte de l'Union européenne avait reçu 2 doses de vaccin (France : 80%).

Pour le traitement curatif du Covid-19, la situation évolue rapidement. Un médicament anti-viral a été autorisé en Europe en juillet 2020 : remdesivir, pour perfusion en milieu hospitalier en cas de pneumonies nécessitant une ventilation. Huit nouveaux médicaments sont à l'examen dont le Molnupiravir de Merck, en forme orale. En attendant une autorisation européenne, l'EMA pourrait émettre un avis favorable à son utilisation nationale en cas d'urgence sanitaire, comme c'est maintenant le cas au Royaume-Uni. Cinq médicaments déjà autorisés dans d'autres indications ont fait l'objet d'un avis positif dans certains aspects du traitement du Covid-19, dont la Dexaméthazone et quatre anti-corps monoclonaux, seuls ou en combinaison.

J'ai eu le privilège d'être associé à l'émergence de l'EMA, puis, en tant que directeur de la santé publique, à la création du Centre européen de contrôle de maladies (ECDC) à Stockholm en 2005. Cette pandémie du Covid-19 a donné l'occasion à la Commission de proposer un programme très ambitieux pour la santé des citoyens européens notamment par le renforcement de 2 agences existantes, EMA et ECDC. La création à l'horizon 2022 d'une nouvelle structure au sein de la Commission favorisera la gestion des ressources médicales indispensables en cas de crises majeures : HERA, Autorité de préparation et de réaction aux urgences sanitaires (<https://ec.europa.eu/health>). 🇫🇷



© AIACEFR

## RETOUR DE MOGADISCIO

**Georges-Marc André**  
Hérault-Occitanie

Nous venons de décoller, il est 15 :30 en ce 27/08/2012, Mogadiscio est derrière nous. A bord de l'avion, nombreux sont ceux qui récupèrent après cette journée particulière. La fatigue et le stress liés aux questions de sécurité, n'empêchent cependant pas Cathy Ashton, la Haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, de deviser à l'avant de l'appareil avec son assistante. Elle quitte la Somalie où elle a exprimé des positions fermes au Président Sharif Sheikh Ahmed, ancien leader de l'Union des Tribunaux islamiques. Sa présidence se termine et il est en froid avec son Premier Ministre sur le sujet des élections à venir. La Somalie progresse, mais la route reste longue et la guerre toujours tellement présente.

Vue du hublot, la côte somalienne défile en dessous de nous. Dans cet avion où ont pris place des autorités européennes, y compris des généraux et de hauts fonctionnaires, je pense à ces 5 années passées durant

lesquelles, en qualité d'Envoyé spécial de l'UE en Somalie, j'ai vécu des hauts, mais aussi de nombreux bas avec ce conflit incessant, le terrorisme toujours présent et la mort qui s'invite quotidiennement. Je viens de dire adieu à la Somalie où je me suis rendu si souvent. Débuté en juin 2007, mon mandat s'achève dans 4 jours. Le chemin parcouru a été long mais l'UE a pleinement joué son rôle en parfaite coordination avec ses Etats membres, l'Union africaine (UA), les Nations Unies (NU), les Etats-Unis et tant d'autres.

En 2007, l'espoir renaissait pourtant. Louis Michel, le Commissaire au Développement avait reçu de nombreux acteurs somaliens, il s'était rendu à Mogadiscio et en Ethiopie. De grands projets voyaient le jour soutenus par la Commission européenne (CE) qui prenait notamment la courageuse décision de financer la création par l'UA de l'African Mission Somalia (AMISOM) avec des militaires ougandais et burundais. Dans ce contexte, en juillet 2007 à Mogadiscio, j'avais remis au Président Abdullahi Yussuf Ahmed ma lettre de présentation signée du Président de la CE. C'était sans compter sur le fait que, quelques jours plus tard, les Shebabs, l'ombre d'Al-Qaïda, s'empareraient de la capitale. Le Président somalien et son gouvernement se réfugiaient à Baidoa au centre du pays.

Commence alors une nouvelle période sombre au cours de laquelle l'AMISOM procèdera à une lente reconquête de Mogadiscio. Les combats font rage, les attentats se succèdent, la capitale sera reprise quartier par quartier,



© AIACEFR

cela prendra deux ans. Dans le sud du pays, la communauté internationale, avec la CE pour leader, concentre son action sur l'aide humanitaire dont les Somaliens, surtout les femmes et les enfants, ont tant besoin.

Les projets de développement se poursuivent néanmoins dans le nord du pays, au Puntland et dans l'état indépendant autoproclamé du Somaliland. Notre action porte sur l'éducation, l'élevage, la reforestation, l'appui institutionnel. Pour mettre en œuvre ces programmes, y compris humanitaires, nous disposons de cinq avions qui, sous le nom de « EC Flight », assurent les rotations entre le Kenya et les points accessibles de Somalie.

Les besoins sont immenses et, dès 2010, les ressources allouées par le Fonds européen de Développement (FED) sont entièrement engagées. Avec l'appui d'une équipe brillante et motivée, l'envoyé spécial qui exerce la fonction d'ordonnateur principal délégué du FED, mais également, situation unique, d'ordonnateur national, propose de doubler le programme indicatif pour la Somalie. Alors que Bruxelles procède à la revue à mi-parcours du 10ème FED, se voyant présenter un programme d'investissements réalistes et utiles, le doublement de l'enveloppe est approuvé. Ainsi, si l'on prend en compte les financements provenant des lignes budgétaires et de l'aide humanitaire, fin 2012, c'est plus de 600 millions d'euros que la CE réserve à la Somalie. A cela s'ajoutent les sommes dévolues aux missions de sécurité et de défense, à savoir l'AMISOM, ATALANTA, EUCAP ainsi que l'EUTM (toutes ces missions sont explicitées ci-après). Globalement, c'est donc environ 1,3 milliard d'euros que l'UE mobilise dans le cadre de la crise somalienne (en 2021, ce montant est passé à 3,5 milliards d'euros dont 1,7 pour l'AMISOM).

Il convient de dépasser la seule lecture des chiffres et d'explicitier ces missions.

Très rares sont ceux qui imaginent ce que l'AMISOM représente. Dirigée par l'UA avec l'aval des NU, elle est souvent considérée comme une mission pour le maintien de la paix. A dire vrai, c'est une mission pour combattre l'insurrection terroriste en Somalie. A son arrivée en 2007, les militants islamistes contrôlaient une grande partie de la Somalie, y compris Mogadiscio. Sa première tâche a consisté à repousser les Shebabs de la seule capitale pour permettre au gouvernement de transition et au Parlement de s'y réinstaller et de fonctionner. Elle



a ensuite lancé des opérations militaires d'envergure qui ont progressivement délogé les Shebabs de l'ensemble des points stratégiques qu'ils détenaient. En 2012, les effectifs de l'AMISOM étaient d'environ 12.000 hommes. Face aux attaques d'un ennemi fanatique, l'AMISOM a subi de lourdes pertes. Mi-2012 on comptait déjà plus de 1.500 morts. Ainsi, cette opération en Somalie a enregistré plus de pertes que celles subies lors de l'ensemble des missions de maintien de la paix des NU depuis leur création. Et ce nombre n'a depuis fait que croître. Pour avoir collaboré avec certaines de ces victimes, j'en garde un souvenir ému. Je pense notamment au général burundais Juvenal Niyoyunguruza, commandant adjoint de cette force. Je l'avais connu dans le cadre de mon précédent poste d'Ambassadeur au Burundi. Nous nous étions revus à Nairobi, puis il m'a accueilli dans son bureau à Mogadiscio le dimanche 13/09/2009. C'est là qu'il est mort, quatre jours plus tard, victime d'un attentat suicide.

L'opération ATALANTA fait face à la piraterie au large de la Somalie et dans le Golfe d'Aden. Dans le cadre de nos projets, nous avons été confrontés à des enlèvements. La réponse était simple et efficace : l'organisation concernée, souvent une ONG, prévenait son staff local que si la personne enlevée n'était pas immédiatement libérée, elle se verrait contrainte de se retirer du pays et ses employés se retrouveraient donc sans emploi. De la sorte, le problème était traité localement par des personnes de même culture et il était rapidement résolu. Malheureusement, fin 2007, une organisation active au Puntland n'a pas choisi cette stratégie. S'en suivirent des négociations et le versement d'une importante rançon. Est-ce un hasard ? Difficile à croire car les rançons nourrissent les actions futures. Dans les semaines qui suivirent, la piraterie est réapparue au large de cette région du Puntland. En avril 2008 ce fut le voilier de



croisière « Le Ponant » qui fut arraisonné. La libération des otages fit suite au versement d'une rançon dont seule une faible partie fut récupérée. Et les pirates se multiplièrent au point de devenir un problème majeur pour l'acheminement des marchandises transitant par le Canal de Suez. C'est alors que l'opération ATALANTA relevant de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) a été conçue avec des bâtiments de diverses forces navales européennes. Cette opération fut un succès et se poursuit encore. Elle a mis en place un filet de sécurité maritime, qui couvre la mer Rouge, le détroit de Bab al-Mandab devant Djibouti, le Golfe d'Aden et l'océan Indien occidental.

Basée à Djibouti, la mission EUCAP Nestor a été conçue avec un double objectif : renforcer les capacités maritimes des pays de la côte Est de l'Afrique (Djibouti, le Somaliland et le Puntland, ces deux régions de Somalie, le Kenya, la Tanzanie et les Seychelles) et, en Somalie, contribuer à la formation de juges et d'une police maritime.

Quant à l'EUTM (European Union Training Mission) elle a pour tâche la formation de recrues somaliennes dont le rôle au sein de l'armée sera de remplacer les forces de l'AMISOM. Fin 2012, 3000 militaires avaient été formés dans le camp militaire de Bihanga en Ouganda. Sélectionnés en Somalie, les candidats retenus étaient acheminés vers le centre de formation. Pour avoir observé l'entraînement de ces hommes et femmes, je peux témoigner de la qualité de leur formation. Dans la mesure où ces militaires qui disposent d'une formation appropriée, sont rémunérés, proprement équipés et reconnus par les autorités, il faut espérer qu'ils joueront le rôle qui leur est dévolu dans le cadre du rétablissement de la paix.

Le vol de trois heures entre Mogadiscio et Nairobi se poursuit. La nuit devrait tomber dans moins d'une heure. Sur la droite de l'appareil, le Mont Kenya se détache.

Je replonge dans mes réflexions et je pense à tout ce qui, dans le cadre des activités extérieures de la CE, a changé au cours de ces 30 dernières années. Fin des années 80, l'instauration de règles plus strictes en matière de gouvernance avait eu l'avantage de plus impliquer les Délégations dans les questions politiques et budgétaires des pays partenaires. C'était un premier pas vers des appuis budgétaires. Avec le Traité de Maastricht fin 1993, le rôle des Délégations a été renforcé et les Chefs de Délégation se sont vu attribuer la position d'Ambassadeur. De plus, l'influence du Parlement européen a grandi avec son implication dans le domaine hautement politique du suivi des élections. En ce qui concerne les relations extérieures, le Traité de Lisbonne en vigueur depuis fin 2009 apporta de plus grands changements encore avec la création (1) du poste de Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, (2) du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et le rattachement à ce service de structures spécifiques notamment en matière de sécurité et de défense, et (3) du Comité politique et de sécurité (COPS). Auxquels il convient d'ajouter l'arrivée dans les services centraux (SEAE) et les Délégations de diplomates et conseillers détachés des Etats membres.

Mes pensées vont vers tous les anciens qui ont vaillamment défendu la cause européenne en mettant notamment en œuvre les différents FED et les aides humanitaires. Qu'ils se rassurent, la plupart des instruments, héritage de leur temps, sont toujours là et très utiles. Des différences majeures existent évidemment au niveau du fonctionnement, tant au niveau du siège que sur le terrain. Ainsi, les Délégations disposent maintenant d'une section « politique, presse et information » et, en matière de gestion des aides, suite également à la décentralisation, d'un(e) Chef de la Coopération et d'une section « finances et contrats ».

Tant serait encore à écrire sur ces divers importants sujets, mais déjà la nuit tombe. L'avion a commencé sa descente sur Wilson Airport. La piste balisée se détache clairement et à l'arrière-plan, la ville de Nairobi s'est éclairée. La journée n'est pas finie, l'essentiel est néanmoins derrière nous. Le temps ne serait-il pas venu de se poser ? »

# APRÈS LA VIE ACTIVE...



## LÉGUMES DU SOLEIL ET AMITIÉS

**Kathleen Vande Walle**  
Hérault-Occitanie

*Comment, après la vie professionnelle, conjuguer jardinage biologique, talents culinaires et plaisir de recevoir à sa table ? Kathleen Vande Walle (Hérault-Occitanie), installée près de l'Étang de Thau depuis sa pension, nous livre la recette de cette alchimie.*

Cela va faire dix ans que nous nous sommes installés à Mèze accompagnés de Casimir (c'est le chat). Depuis Casimir nous a quittés, et Oscar et Opale sont venus nous tenir compagnie dans un beau jardin ensoleillé. La vie était paisible. Puis je me suis inscrite à l'AIACE. Et là tout a commencé.

Je n'imaginais pas un instant revoir tant d'anciens collègues devenus maintenant des amis (enfin je crois, il faudra que je leur pose la question). Il me fallait un truc pour appâter ces anciens collègues. J'adore cuisiner et d'après la rumeur je cuisine très bien. Quand on aime cuisiner, on veut faire goûter cette fameuse cuisine. Quand on aime cuisiner, on privilégie la qualité, le bio, les producteurs locaux, etc.

Pour me simplifier l'existence, nous avons (avec l'aide plus que précieuse de Toni, notre jardinier portugais) créé un potager il y a quelques années et chaque printemps tomates, aubergines, poivrons, courgettes, artichauts, pommes de terre, melons, viennent agrémenter nos repas. Le basilic, le thym, le laurier, la sauge et bien d'autres parfument les plats. Un deuxième potager vient d'être aménagé et accueillera pour l'hiver poireaux, oignons, épinards, choux-fleurs et salades. Un poulailler avec 5 poules et des arbres fruitiers tels que pommier, prunier, abricotier, cerisier, néflier, amandier, oranger, citronnier et du raisin viennent compléter les potagers. Ce verger me donne d'ailleurs l'occasion de

faire mes propres confitures. Il va de soi que tout est bio. Par exemple pour évincer les fourmis qui empêchent les coccinelles de faire leur travail et de dévorer les pucerons, poudre de diatomées, chaulage des troncs d'arbres, bouillie bordelaise et bande de glu nous ont permis d'avoir, entre autres fruits, de magnifiques pommes. Mon prochain projet est de récolter nos olives et de les apporter à un moulin près de chez nous pour avoir notre propre huile d'olive. Vous vous doutez bien que nous ne pouvons pas tout manger, donc j'en fais profiter les voisins, mon kinésithérapeute, mon jardinier, etc. Et je dois me renseigner auprès de la mairie pour savoir s'il existe une association d'entraide à laquelle je pourrais donner le surplus de ma production maintenant qu'elle s'intensifie sérieusement.



Cette année avec près de 80 plants de tomates, mes pauvres invités ont dû déguster toujours la même entrée « salade de tomates », mais personne ne s'est plaint et certains repartent avec quelques tomates. Pour le plat principal ils ont eu le choix entre un tajine de poulet aux citrons confits et olives, des brochettes



© Adobe Stock



© AIACE.FR

de kefta accompagnées de tchoutchouka, des filets de bar au pesto maison, d'un tajine de lotte, scampis et calmars aux poivrons et aubergines, etc. Avec les aubergines du jardin je leur concocte aussi des chaussons d'aubergines à la mozzarella, coulis de tomates et jambon de Parme. J'ai vécu, entre autres, au Maroc et en Italie, ce qui influence un peu ma cuisine.

Si j'ai pu retrouver toutes ces personnes, eh bien, c'est grâce à l'AIACE. Sans cette association cela n'aurait pas été possible. J'ai pu retrouver d'anciens collègues que je n'avais pas vus depuis environ 30 ans, et faire connaissance avec d'autres et tout ce petit monde vient déjeuner chez moi, le plus difficile n'étant pas de cuisiner, mais de tous les réunir, le même jour, à la même heure. C'est fou ce que les retraités sont occupés, ils ont des agendas de ministre pour la plupart.

Les nourritures terrestres sont essentielles mais l'être humain a aussi besoin de nourritures spirituelles. Donc, depuis quelques années « j'abreuve » mes 80 lecteurs d'articles de presse qui traitent de politique européenne et/ou internationale. Et je dois dire que cette démarche est très appréciée par nos anciens collègues.

Bon, maintenant en conclusion je vous donne ma recette de tajine de poulet aux citrons confits ; quand j'étais enfant au Maroc ma mère nous cuisinait ce plat, mais de manière différente ; au fur et à mesure des années je l'ai adapté, par exemple en ne mettant que très peu d'eau. Je trouve le résultat particulièrement savoureux. 🇫🇷

#### **Pour 4 personnes :**

- 4 cuisses de poulets  
(bio et d'un élevage local bien sûr)
- 2 à 3 oignons doux de Lezignan  
(suffisamment pour faire un lit au fond du tajine)
- 1 gros bouquet de coriandre fraîche
- 1 citron 1/2  
(citrons confits au sel que je fais moi-même)
- 1 belle poignée d'olives vertes  
et/ou noires dénoyautées ou pas
- 1 dose de safran en poudre  
Huile d'olive (d'un producteur local)
- 1 verre d'eau

Tailler grossièrement les oignons en tranches  
Hacher au couteau la coriandre (surtout pas de hachoir électrique qui casse les molécules aromatiques et fait perdre le parfum de la coriandre)  
Couper les citrons pour avoir 6 quartiers, enlever les pépins.

Mélanger les oignons, la coriandre, les citrons et les olives et en tapisser le fond du plat à tajine  
Poser dessus les cuisses de poulet, saler légèrement la viande (pas trop car le sel est déjà apporté par les citrons)

Verser la dose de safran dans le verre d'eau et l'ajouter au plat.

Et pour finir verser un peu d'huile d'olive sur les cuisses.

Couvrir avec le couvercle du tajine

Au four à 180° pendant une heure trente. A surveiller quand même, tous les fours étant un peu différents  
Bon appétit !

PS : je sers ce plat avec du couscous, mais pas toujours.



## CITTASLOW EN PAYS D'ARMAGNAC

**Giorgio Bonnacci**  
Landes-Nouvelle Aquitaine

*C'est mon épouse qui m'a fait découvrir le sud-ouest français en 1974. Je rentrais d'un séjour de quatre ans en Afrique pour le compte de la Commission. Jusqu'alors pour moi la France c'était Paris ou encore les frontières que je traversais pour rejoindre le Luxembourg ou la Belgique, en allant ou en venant d'Italie.*

Dans ma « vie d'avant », j'ai passé trente-sept ans au service des institutions européennes. La CECA d'abord, la Commission européenne ensuite. Je mentirais si je déclarais qu'au départ le choix de quitter Rome pour le Grand-Duché reflétait ma motivation pour le projet européen. A ce moment-là cette notion était bien floue dans ma tête. Ce sont plutôt les circonstances qui m'ont conduit à l'expatriation, l'envie de bouger, de découvrir le monde.

Retraité au moment où l'Union européenne ouvrait ses portes aux pays de l'Est, j'ai quitté Bruxelles - et les liens avec l'environnement communautaire - sans regrets, comblé par le sentiment d'avoir vécu une expérience rare. Les choix familiaux m'ont amené à m'installer en France. D'abord à Paris, mais petit à petit aspiré par le sud-ouest où je passe désormais la plupart de mon temps. Jusqu'alors, j'avais toujours vécu dans des villes capitales. Mais la Gascogne, la ruralité et la qualité de vie m'ont bien accroché !

Sur place au départ j'étais classé dans la catégorie des « Parisiens » - en dépit de mon accent et de mon passeport - comme tous ceux qui n'étaient pas du coin. Je me suis engagé dans la vie associative, depuis 2014 je suis élu au conseil municipal, réélu en 2020. J'y retrouve les acteurs du quotidien : agriculteurs, artisans, commerçants, agents de l'administration... Vous l'aurez compris : un environnement humain riche et bien plus varié que la plupart d'entre nous, anciens fonctionnaires internationaux, n'a eu l'occasion de côtoyer

dans la « vie d'avant ». Ceux pour lesquels nous avons la mission de travailler.

Je participe à la vie locale en y apportant mon baluchon d'expérience et de professionnalité d'ancien technocrate. En retour, j'ai la chance d'être témoin - et acteur - de la vie d'une communauté de quelques 700 personnes. Oui, la commune ne compte que 700 habitants. Ce n'est pas l'exception : sachiez-vous qu'en France il y a quelques 25 000 communes, plus de deux tiers du total, qui comptent moins de 1 000 habitants ?

Dans ces petites communes nous partageons les contraintes de la vie rurale : vieillissement démographique, disparition de commerces de proximité, absence d'opportunités d'emploi, isolement culturel, éloignement, sans compter la complexité du mille-feuille institutionnel français. Mais je suis aussi témoin d'une qualité de vie



jusqu'alors insoupçonnée, de la vitalité du tissu associatif, de la fidélité aux traditions. J'y découvre la richesse des relations personnelles, la motivation des élus locaux, la possibilité d'agir et de mener concrètement des projets jusqu'à leur terme.

Mes « talents » d'ancien fonctionnaire international sont appréciés lorsqu'il s'agit de communiquer, promouvoir les atouts de la Cité ou rédiger des dossiers à soumettre aux partenaires et financeurs institutionnels. Pour le dire autrement, dans mon cas personnel la loi du « contrappasso » - en français on dirait « la loi du talion » - a fonctionné à fond lors du passage de « la vie d'avant » à « la vie d'après ». Le changement d'échelle : du supra au local, du centre à la périphérie, du macro au micro, mais aussi et surtout la bascule des rôles : bailleur de fonds de la coopération internationale dans « la vie d'avant » et acteur local en quête de subventions dans « la vie d'après » ... Stimulant et amusant à la fois !

Je suis impardonnable. Je viens de me rendre compte de ne pas vous avoir dévoilé le nom de ma commune. Labastide d'Armagnac est située en Nouvelle Aquitaine à la lisière du massif forestier des Landes et des collines du Gers. Ne cherchez pas le bourg sur une carte routière



de la France métropolitaine. Vous n'avez de chance de le trouver que si vous disposez d'un navigateur GPS de qualité.

Pour arriver à destination il faut vouloir y aller ou alors y arriver par hasard. Dans les deux cas vous découvrirez une « pépite » patrimoniale de la Gascogne rurale. Le nom affiche le programme : une bastide du 13<sup>ème</sup> siècle, témoignage d'un patrimoine historique parmi les mieux conservés du territoire. Un bâti urbain qui entoure la « Place Royale », véritable théâtre en plein air. La Cité est située dans le Bas-Armagnac, terroir où s'élabore au fil du temps l'eau de vie du même nom. Si cela vous intéresse, sachez que les quarante vertus de l'armagnac sont détaillées dans un texte écrit par Vital Dufour, prieur d'Eauze (Gers) autour de 1310.

Rien d'étonnant alors que Labastide d'Armagnac ait obtenu du Ministère de la Culture l'inscription de l'armagnac au Patrimoine Culturel Immatériel de France et que le village ait reçu tout récemment la distinction du prestigieux label national des « Petites Cités de Caractère® ».

Enfin, la municipalité joue aussi la carte de l'international. Elle a rejoint dès 2011 le réseau « Cittaslow », mouvement international des villes du bien vivre. Ce mouvement regroupe actuellement 12 villes en France et près de 300 villes dans les cinq continents qui s'efforcent, chacune à son rythme, de préserver la qualité de vie et promouvoir le bien vivre ensemble.

C'est ici, dans l'environnement paisible de cette communauté à taille humaine, que se consolident désormais mes racines familiales. 🇫🇷

# NOS MEMBRES ÉCRIVENT

© Adobe Stock

## VUE SUR LE PARLEMENT EUROPÉEN DEPUIS LES RIVES DE LA GIRONDE



**David Harley**  
Gironde-Nouvelle Aquitaine

### MATTERS OF RECORD - INSIDE EUROPEAN POLITICS - THE DIARIES OF DAVID HARLEY

*Notre Collègue David Harley (Gironde - Nouvelle Aquitaine) a depuis 1975, réalisé une carrière professionnelle de 35 ans au service du Parlement européen. Il y a tenu un journal de bord et avant que ces précieuses pages n'aillent alimenter les études de notre Institut européen à Florence, il nous livre en 250 pages les moments historiques ou cocasses de l'institution communautaire qui a le plus évolué.*

*Plongez-vous dans ce récit passionnant et riche aussi en anecdotes succulentes « Matters of Record - Inside European politics - The Diaries of David Harley » publié chez John Harper. Nous nous sommes entretenus avec David Harley sur cette pièce majeure reflétant une tranche de la construction européenne.*

#### Qu'est-ce qui t'a conduit à coucher sur papier ces souvenirs ?

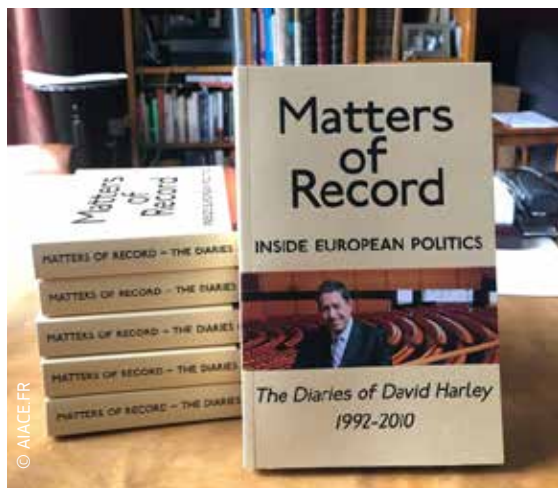
J'avais gardé dans une boîte poussiéreuse dans mon grenier soixante-quatre petits cahiers rouges. Ils contenaient des notes des réunions auxquelles j'avais assisté pendant les vingt dernières années de ma carrière au Parlement Européen, quand j'occupais successivement les postes de directeur de la presse, porte-parole du Président Pat Cox, secrétaire général

du groupe socialiste, et secrétaire général adjoint du Parlement. Est-ce que je devrais jeter ces carnets à la poubelle, ou faire une tentative de les transcrire en un livre ? J'ai décidé d'essayer la deuxième option, et petit à petit le livre a pris forme et a trouvé sa propre voie.

Je pense que c'est bien le premier du genre, la première fois qu'un fonctionnaire capte et décrit 'de l'intérieur' les rencontres avec les plus hautes personnalités de la politique européenne de l'époque, tels que Jacques Chirac, Gerhard Schröder, Silvio Berlusconi, Jose Manuel Barroso et bien d'autres. Une série de prises de vue, des 'snapshots', d'une époque où l'Union Européenne avait décidément le vent en poupe, avec le lancement du marché intérieur et de la monnaie unique, l'élargissement, et la tentative d'un traité constitutionnel. Avec en toile de fond la guerre en Irak, l'effondrement du processus de paix au Moyen Orient, et la montée en puissance de la Chine.

#### La part de l'anecdote politique ?

Mon but était de créer un livre relativement accessible et facile à lire, qui montre le côté humain des institutions européennes, sans jargon ni acronymes, tout en traitant



© ANACEFR



Enfin, je partage l'avis de beaucoup de collègues de notre génération qu'en définitive Jacques Delors mérite une place d'honneur dans l'histoire de l'Union. Peut-être avec Angela Merkel à ses côtés ?

## Les souvenirs

Le plus beau : l'expression de bonheur et d'incrédulité sur les visages d'un groupe de cinquante visiteurs d'un petit village en Andalousie, pour lesquels j'ai réussi à obtenir la permission qu'ils puissent déjeuner dans le restaurant des parlementaires à Strasbourg. L'Europe ne doit pas être un projet seulement pour les élites.

les sujets importants et parfois complexes. L'humour, un brin d'ironie et les « petites histoires » – tel que le rôle assez particulier que j'ai joué lors de la visite de la Reine Elizabeth à Strasbourg en lui préparant un cocktail avec du gin, suivant les instructions du Palais, avant son discours dans l'hémicycle – peuvent être utiles dans la poursuite de cet objectif de faciliter et « alléger » la lecture. En plus, derrière l'anecdote il y a souvent un message politique non sans importance.

## L'homme ou la femme politique qui t'a le plus impressionné ?

Alors là tu me poses une question particulièrement difficile – même les fonctionnaires à la retraite sont tenus par un certain devoir de réserve ! J'ai eu la chance et le privilège de travailler étroitement avec les grands serveurs de l'Europe comme Henry Plumb, Enrico Vinci, Pat Cox et Martin Schulz, ainsi qu'avec deux femmes redoutables, Nicole Fontaine et Pauline Green. Avant l'Irak, j'avais beaucoup d'admiration pour Tony Blair.

Sur un autre plan, j'ai gardé un souvenir inoubliable de la nuit de l'élection de Simone Veil à la présidence du premier Parlement directement élu le 17 juillet 1979. C'était un moment de grande émotion, avec tout ce qu'elle symbolisait pour la réconciliation d'une grande partie de notre continent.

Le pire : l'attentat d'Atocha à Madrid le 11 mars 2004.

Le plus amusant : les occasions pour rigoler n'ont pas manqué. L'histoire de l'intrus inconnu lors du déjeuner protocolaire avec la Reine n'est qu'un exemple. Il faut lire le livre pour connaître la suite !

## Comment vois-tu l'évolution du Parlement ?

J'ai une opinion assez personnelle sur cette question : le Parlement européen ainsi que l'Union dans son ensemble doivent lutter davantage contre la pauvreté et les inégalités partout où elles se trouvent dans les Etats membres, notamment dans les zones rurales et les petites villes. Ces inégalités menacent la cohésion sociale et contribuent directement à la montée des extrêmes, ce qui à son tour peut nuire au projet européen. Mais il ne s'agit pas uniquement d'inégalités financières, c'est également une question de respect culturel. Il faut trouver les moyens d'impliquer les citoyens davantage dans le processus décisionnel, y compris sur le plan économique, au lieu de leur imposer les règles fixées ailleurs. Le développement des dialogues citoyens, à condition qu'ils soient bien organisés, devrait renforcer la légitimité des députés en les rapprochant des électeurs. Dorénavant le Parlement serait bien avisé à mes yeux,





au lieu de s'occuper de l'élargissement de ses propres pouvoirs, de se focaliser sur les conséquences de ses actes législatifs dans la vie quotidienne des citoyens. Par la même occasion, en tant que représentant direct des citoyens, il doit continuer de jouer pleinement son rôle d'avant-garde en poussant les autres institutions à aller au-delà du « plus petit commun dénominateur » dans la prise des décisions à vingt-sept.

### Publication en français et disponibilité pour prendre part aux séances de signature ?

Je compte faire traduire le livre en français, et je serais ravi de participer aux rencontres, aux séances de signature, et aussi éventuellement aux débats et aux discussions avec les amis et les collègues d'AIACE-France, dans les librairies indépendantes et les bibliothèques locales.

### Les relations entre la France et Le Royaume-Uni post-Brexit ?

Où commencer ? Le sujet est vaste, et l'état des relations entre nos deux pays, à l'heure où j'écris ces lignes, n'incite pas à l'optimisme.

Sur le plan personnel, après mes trente-cinq années de carrière au Parlement européen, je me sens autant européen que britannique, sinon plus. Le fait et la chance de posséder une maison dans une très belle région de France, et d'avoir acquis la nationalité irlandaise, me reconforte dans cette situation assez pénible. Je suis très reconnaissant à la France et à mes amis français.

Le résultat du référendum constituait, à mon avis, une erreur collective et monumentale de l'ensemble de la

classe politique britannique. Mais maintenant, cinq ans après, la réalité est là et nous devons l'accepter.

Si je vous disais en toute franchise ce que je pense de la position du gouvernement actuel à Londres sur ces questions, je risquerais d'être interpellé pour outrage public à la pudeur. Tant que le régime actuel reste au pouvoir, sauf changement radical de sa position et de son idéologie, je crains fort qu'une amélioration significative des relations entre les deux pays soit gravement compromise. Il nous faudra beaucoup de patience pour pouvoir enfin apaiser les esprits et retrouver les solutions de bon sens, tout en restant fidèle aux valeurs européennes qui nous lient au-delà des différends qui peuvent surgir entre Etats.



J'ai été un témoin privilégié d'une époque exceptionnelle, et j'ai essayé avec ce livre de permettre à d'autres un accès à ce témoignage. Le mot Brexit n'y figure pas. Mais entre les lignes plusieurs lecteurs ont cru déceler des nuages sombres qui se dressaient à l'horizon. Est-ce que tout ça était inévitable depuis le début ? Beaucoup de Français, à commencer par le Général, l'ont cru. Personnellement je n'en suis pas convaincu.

Quand je me retrouve chez moi avec la vue sur l'estuaire, une belle soirée d'été au moment du coucher de soleil, une bonne bouteille à portée de la main, je me dis qu'après tout, l'essentiel est que l'Europe prospère et que ses valeurs perdurent. Je vous souhaite bonne lecture ! 🇫🇷

« **Matters of Record** » peut être commandé chez l'éditeur John Harper [www.johnharperpublishing.co.uk](http://www.johnharperpublishing.co.uk) ou sur le Book Depository <http://www.bookdepository.com/>



## CHYPRE : RIVALITES GRECO-TURQUES EN MEDITERRANEE

**Yves Gazzo**  
Hérault, Occitanie

*La situation en Méditerranée orientale se dégrade depuis quelques mois. Cela ne semble pas près de s'améliorer, que du contraire. Notre collègue Yves Gazzo (Hérault-Occitanie) dont nous avons présenté dans l'INFO 42 le dernier livre "Le Car", a récemment publié un article " Chypre : rivalités gréco-turques en Méditerranée " aux Éditions de la Renaissance Française, pour l'instant uniquement disponible sur le site internet de cette maison d'édition <https://larenaissancefrancaise.org>.*

*Nous nous sommes entretenus avec Yves Gazzo, avant la visite du Pape François à Chypre (2-4 décembre 2021)*

### **Quel est le cheminement soit professionnel dans les Institutions européennes soit depuis ta retraite qui t'a amené à suivre cette question brûlante de la Méditerranée orientale ?**

L'heure de la "pension" ayant sonné fin 2011, plusieurs options se présentaient à moi, y compris celle du farniente, lorsque l'Ordre de Malte me proposa le poste de conseiller Méditerranée du Grand Chancelier. Entretemps les discussions entre la république de Chypre et l'Ordre de Malte en vue d'une reconnaissance diplomatique réciproque arrivaient enfin à leur terme après de longues années de négociations ; c'est ainsi que je devins le premier ambassadeur de l'Ordre de Malte près la république de Chypre depuis le départ des Hospitaliers de l'île en 1306 !

À mon retour à Bruxelles, je fus nommé chef de la mission permanente de l'Ordre de Malte auprès de l'UE jusqu'à ce jour.

Cette "deuxième vie" m'a aussi permis de me consacrer plus encore à l'écriture, un moyen de me sentir utile en étant un modeste "passeur" d'expériences.

### **Quelles sont, en grandes lignes, les conclusions auxquelles tu es parvenu ?**

Elles sont multiples et diverses ; ceci étant dit la situation de Chypre est une sorte de condensé, de modèle réduit de toutes les tensions qui agitent le monde et ces tensions

sourdes, profondes, remontant à des siècles en arrière, peuvent être augmentées lorsque "la main de l'homme" cherche à y mettre sa touche de façon inappropriée.

Les tensions dues au poids de l'histoire sont présentes dans tous les points de cette île de 9251 km<sup>2</sup>, la troisième île en Méditerranée de par sa superficie (p.m. l'île de Corse est légèrement plus petite, 8722 km<sup>2</sup>) : lieu de repli des Hospitaliers en 1291 après leur départ forcé de la Terre Sainte ; l'Empire ottoman s'empare de l'île et en restera le maître jusqu'en 1878 ; le passage à la Lex Britannica, et l'indépendance recouvrée en 1960. Cohabitation plus ou moins harmonieuse de populations aux croyances religieuses différentes (1 million d'habitants en 1960 dont grosso modo 80 % de Grecs orthodoxes, 18% de musulmans, le solde se répartissant entre catholiques romains, maronites etc ...).

La tentative avortée en 1974 d'unification de la Grèce des colonels avec des paramilitaires allait fournir une excuse pour que la Turquie intervienne militairement en mettant sous son aile plus d'un tiers de la superficie de l'île. Une partition de fait, marquée par une ligne verte qui couvre 4% du territoire, sécurisée par les Nations unies.

À l'instar du ressenti des populations du Kosovo, de la Serbie, la "tradition orale" à propos de la crainte ancestrale de l'autre fonctionne là aussi !

L'autre conclusion à propos du poids de l'histoire relève des liens religieux. C'est en invoquant la défense des musulmans que Recep Erdogan justifie la continuation



de la partition de l'île et son hostilité à la réunification de l'île, ses 40000 soldats en étant l'illustration militaire. C'est aussi au nom de la fraternité des orthodoxes que le président Poutine a proposé son aide aux dirigeants chypriotes englués dans la crise financière de 2010 et a par ailleurs signé des accords de coopération militaire se portant ainsi garant de l'indépendance de l'île, la présence de quelques 30000 résidents russes sur l'île renforçant ces liens entre Russie et Chypre.

Une autre conclusion est le constat que la présence de ressources naturelles importantes (gaz off-shore au large de Chypre) ne constitue pas un avantage tangible tant ces ressources en énergies fossiles attirent les grands prédateurs internationaux (Russie, États-Unis, Turquie, voire Chine) qui y trouvent un "terrain de jeu" supplémentaire pour se mesurer.

Enfin une conclusion est liée à "la main de l'homme" surtout lorsqu'elle crée les conditions de la discorde future ; je fais allusion à la constitution de l'île, produit bancal des accords trilatéraux (Grande-Bretagne, Grèce, Turquie) de Zurich et de Londres qui portait en elle les fruits de la discorde.

### **Quel peut-être le rôle de l'Union Européenne, ses évolutions à terme ? Peut-elle vraiment "compter" dans cette partie du monde ?**

L'UE est intervenue tardivement dans les tentatives de réunification de l'île ; celle menée parallèlement au plan Annan (du nom de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan) a failli réussir. L'UE a été présente dans le soutien à la République de Chypre lors de la crise financière de 2010 à 2012 mais elle n'a pas réussi à faire plier l'objection turque à la réunification.

Pendant de nombreuses années ce sont surtout les Britanniques et les Américains, forts de leurs intérêts

économiques en Turquie, qui ont incité cette dernière à négocier avec les Nations Unies. L'UE est entrée plus tardivement dans le jeu mais disposait de bonnes cartes. En effet la Turquie de Tansu Ciller (élue en 1993) cherchait à ne pas compromettre la finalisation d'un accord douanier avec l'UE (signé en décembre 1995) et par conséquent elle ne s'opposait pas à ce que Chypre soit candidate à entrer dans l'UE. D'une façon qui peut paraître surprenante au premier abord, les islamistes de l'AKP, arrivés au pouvoir en 2002, ne s'opposèrent pas au processus d'adhésion de Chypre à l'UE, cette dernière ayant posé comme condition préalable à l'adhésion future de la Turquie que les militaires lâchent le pouvoir. L'AKP n'en demandait pas tant puisque par la même occasion le parti islamiste abandonnait la ligne laïque de la Turquie de Mustafa Kemal.

Le refus en 2004 par la majorité des citoyens de la République de Chypre du référendum visant à approuver le plan de réunification des Nations Unies, un plan jugé trop favorable à la minorité turque, faisait peser la menace de l'arrêt du processus d'adhésion de la République de Chypre à l'UE. Cependant la menace d'un veto grec à l'entrée des neuf autres pays candidats suffit à convaincre l'UE d'accepter l'entrée de la partie grecque de l'île seulement. Il en résulta que la réunification de l'île échoua, que la partie septentrionale de l'île est toujours (et plus que jamais) occupée par la Turquie et que la République de Chypre est soumise à des pressions de ses voisins ou de ses partenaires, pressions augmentées par la compétition internationale pour le contrôle des matières premières, y compris les énergies fossiles, et de leurs voies d'acheminement vers les pays consommateurs. Force est de constater que l'UE en tant que telle n'impressionne pas par sa "force de dissuasion" militaire, à la différence des Turcs, des Russes, voire des Britanniques qui disposent de deux bases militaires à Chypre. 🇫🇷



**Jacques Babot**  
Secrétaire général

**Michel Claessens**  
Var-PACA

## COVID-19 : SCIENCE ET POLITIQUE

*Notre collègue Michel Claessens au plein cœur de la crise pandémique du fait de ses fonctions passées à la Commission européenne vient de publier un ouvrage d'analyse des interactions entre la science et la politique qui a été mise en place durant cet événement sanitaire dramatique. Il est possible de se procurer « COVID-19, science et politique » auprès des éditions Les 3 Colonnes (<https://www.lestroiscolonnes.com/auteur/michel-claessens/covid-19-science-et-politique>). Jacques Babot notre Secrétaire Général nous le présente.*

« Le danger est parmi nous » ! Cette citation du chancelier autrichien Sébastien Kurz, compréhensible par tous, peut résumer à elle seule l'excellent ouvrage de Michel Claessens.

Les composantes sociales, politiques et médicales sont si intimement liées dans le développement d'une pandémie que chacun de nous porte la responsabilité de son développement, en fonction de nos comportements, mais aussi de notre adhésion à des orientations politiques, religieuses ou autres qui influencent ces comportements.

Finalement la composante médicale est mineure, car quel que soit le pathogène concerné, le développement de l'épidémie puis de la pandémie obéit aux mêmes règles statistiques de propagation, avec des paramètres spécifiques à la virulence et au mode de transmission du pathogène.

Seules la science (et sa diffusion par l'éducation), donnant des indications sur les modes spécifiques de propagation de l'infection ET les recommandations (ou contraintes) imposées par les leaders politiques, peuvent aider à ralentir (ou accélérer !) la propagation.

Science et politique sont donc bien les clefs de la maîtrise des pandémies.

L'ouvrage Covid-19, science et politique est exceptionnel, car c'est un des premiers à présenter une analyse détaillée, rigoureuse, souvent décapante et sans tabous de l'action des leaders politiques et leurs relations avec les scientifiques.

Débutant par un rappel scientifique de l'origine de la pandémie et de son mode de transmission, l'auteur nous rappelle l'historique de la propagation, un véritable journal de bord, jour après jour, en s'appuyant sur des témoignages directs de relations personnelles en Chine et de scientifiques conseillant les dirigeants politiques dans plusieurs pays. Dans une deuxième partie, une analyse très fine sur la gestion de la pandémie (Chine, France, Royaume Uni et États-Unis) et les résultats obtenus fin 2020, avant le début de la vaccination anti-covid 19. Enfin dans une dernière partie l'auteur analyse les premières leçons à tirer de cette pandémie.

Pourquoi les pays industrialisés, possédant des centres de recherche de haut niveau et des infrastructures hospitalières développées ont-ils eu le nombre le plus élevé de morts ? Comment auraient-elles pu être évitées ? Les politiques et les scientifiques ont-ils été à la hauteur ? Pourquoi ne pas avoir tenu compte des expériences passées ? Tant de questions que l'on se pose, pour lesquelles Michel Claessens nous donne des débuts de réponses.

En introduction de cette dernière partie, il cite Mohamed Meziane : « Qu'une épidémie de bonheur et d'amour nous ravage, pour que ce monde change » !

Car finalement ce monde est bien responsable de ses propres malheurs, et pas seulement en matière de pandémie... ! 🇫🇷

# LES GRANDS ÉCRIVAINS FRANCOPHONES ET L'EUROPE



**Ambroise Perrin**  
Bas-Rhin - Grand Est



**Pierre-Marc de Biasi**  
Directeur de recherche  
au CNRS

## GUSTAVE FLAUBERT ET L'EUROPE

*Nous débutons une série littéraire intitulée « les grands écrivains francophones et l'Europe ». Ce seront des textes originaux, issus de rencontres particulières avec un spécialiste de chacun de ces auteurs, en nous focalisant bien-entendu sur une vision, ou une critique, parfois prémonitoire, de l'Union européenne actuelle. Ambroise Perrin (Bas-Rhin-Grand Est) animera cette chronique avec la verve et la précision littéraire que nous lui connaissons et surtout grâce à ses nombreux contacts, il contribuera à la rédaction de ces analyses littéraires et politiques, comme c'est le cas pour ce premier article.*

*Cette année Gustave Flaubert est particulièrement célébré à l'occasion du bicentenaire de sa naissance. Pierre-Marc de Biasi, l'un des flaubertistes les plus influents explore de façon particulièrement originale l'œuvre du grand maître du XIX<sup>ème</sup> siècle, et y décèle une méfiance radicale envers les préjugés nationalistes : plus que Français ou Européen, l'auteur de Madame Bovary se sent citoyen du monde ! Voici, loin des clichés réducteurs, une contribution fort érudite à la réflexion sur nos racines culturelles au sein de l'Europe.*

### FLAUBERT, « L'APORIE EUROPÉENNE »

#### Une analyse de Pierre-Marc de Biasi\*

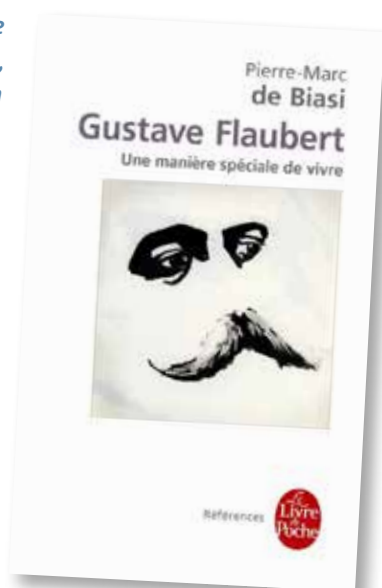
Qu'est-ce que Flaubert pensait de l'Europe ? Il ne partage pas du tout les idées fédéralistes de Victor Hugo prophétisant que la BnF deviendrait « un jour la Bibliothèque des Etats-Unis d'Europe » (Codicille de 1881). D'abord parce qu'il y voit une sorte de révérence au modèle des Etats-Unis d'Amérique, société dont il n'admire ni la ségrégation raciale, ni l'hypocrisie puritaine, ni l'idolâtrie des affaires. Ensuite parce qu'il soupçonne l'Europe hugolienne de rimer secrètement avec une certaine nostalgie de l'hégémonie napoléonienne. Pour Hugo, l'Europe est une pyramide de peuples dont la France serait le sommet. On n'est pas fils de général d'Empire pour rien. Même les génies ont leurs faiblesses et, pour Flaubert, l'autosatisfaction nationale de Hugo en est une, et de taille. Dans le Dictionnaire des

idées reçues Flaubert note sarcastiquement :

« Français : Le premier peuple de l'univers ».

Le fédéralisme libéral et démocratique de Victor Hugo lui paraît indissociable d'un patriotisme dominateur aussi prompt à faire de Paris la future capitale de l'Europe qu'à justifier

les campagnes coloniales par lesquelles la France se bâtit un empire en Afrique au nom des Lumières et de la Civilisation. En porte-à-faux avec son milieu familial bourgeois, libertaire depuis son plus jeune âge, Flaubert est résolument antinationaliste et anticolonialiste. De vingt ans plus jeune que Hugo, il traverse comme lui,



trois révolutions (1830, 1848, 1871) et une guerre (1870), dans un contexte marqué, en Europe, par l'expansion du capitalisme industriel et de la démocratie bourgeoise, la montée en puissance des nationalités et le développement des empires coloniaux : toutes ces dynamiques, Flaubert les pense en observateur attentif de la modernité, mais les considère aussi de manière décentrée, avec un œil de nomade. A la différence de Victor Hugo qui ne s'est déplacé qu'en France et dans quelques régions limitrophes (Suisse, Belgique, Allemagne, îles anglo-normandes), Flaubert est un écrivain voyageur qui, au cours de sa vie, a circulé dans de nombreux pays, non seulement en Europe (Italie, Suisse, Angleterre, Grèce, Rhodes, etc.) mais aussi au Moyen-Orient (Turquie, Syrie, Liban, Palestine) et en Afrique du Nord (Égypte, Algérie, Tunisie), en apprenant à élargir son regard et à relativiser l'universalité des valeurs occidentales.



Au cours de sa vie, ses positions vis-à-vis de l'idée européenne évoluent sous l'effet des événements, mais sans jamais qu'il se départisse d'une méfiance radicale envers les préjugés nationalistes, ni qu'il perde de vue la question géopolitique globale des relations entre Orient et Occident. Plus que Français ou Européen, Flaubert se sent citoyen du monde, curieux de la diversité,

ouvert à la découverte de l'ailleurs, fasciné par la différence des cultures, intraitable sur la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'image d'une nation ou d'une simple tribu asservie par une puissance étrangère lui est insupportable : il admire Byron d'être allé se battre pour libérer la Grèce du joug ottoman. Il se révolte contre l'invasion de l'Algérie. Dans une lettre de 1846 où il répond à sa maîtresse Louise Colet - qui s'enthousiasmait des succès de l'armée française au Maghreb -, Flaubert écrit : "Quant à l'idée de la patrie, c'est-à-dire d'une certaine portion de terrain dessinée sur la carte et séparée des autres par une ligne rouge ou bleue, non, la patrie est

pour moi le pays que j'aime, c'est à dire celui que je rêve, celui où je me trouve bien (...) et je ne me réjouis nullement de nos victoires sur les Arabes parce que je m'attriste à leurs revers. J'aime ce peuple âpre, persistant, vivace (...) qui, aux haltes de midi, couché à l'ombre, sous le ventre de ses chamelles, raille en fumant son chibouk notre brave civilisation qui en frémit de rage. Où suis-je ? où vais-je ? (...) en Orient, le diable m'emporte ! Adieu ma sultane ! " (Lettre à Louise Colet, 13 août 1846). Ce rêve d'Orient, qu'il partage avec sa génération romantique, l'a conduit depuis l'enfance à détester instinctivement tout ce qui peut ressembler à l'esprit de clocher, depuis sa « succulente » région rouennaise jusqu'au continent européen tout entier. En 1840, il était revenu de son premier voyage en Méditerranée avec la certitude que la vraie vie est ailleurs : « Je hais l'Europe, la France, mon pays, ma succulente patrie que j'enverrais volontiers à tous les diables, maintenant que j'ai entrebâillé la porte des champs. »

C'est justement en Orient, pendant le grand voyage qui l'éloigne de la France pendant près de deux ans entre 1849 et 1851, que Flaubert prend conscience d'une présence de plus en plus insistante des Occidentaux en Orient, et de la crainte qu'inspirent aux Égyptiens ces « Francs », ces nouveaux Croisés pour le moment pacifiques, qui occupent le terrain : « Une chose curieuse ici, c'est le respect ou plutôt la terreur que l'on a pour le Franc. Nous avons vu des bandes de dix à douze Arabes, tenant toute une rue, s'écarter pour nous laisser passer. Alexandrie, d'ailleurs, est presque un pays Européen, tant il y a d'Européens. Nous sommes, à la table d'hôte de notre hôtel, une trentaine. Tout est plein d'Anglais, d'Italiens, etc. » (Lettre à sa mère, Alexandrie, 17 novembre 1849). En bon analyste de la situation il en déduit l'invasion plus ou moins imminente de l'Égypte par les Anglais : « ... il est presque impossible que, d'ici à quelque temps, l'Angleterre ne devienne pas maîtresse de l'Égypte ; elle tient déjà Aden rempli de troupes. Le transit de Suez sera très commode pour vous faire arriver un beau matin les uniformes rouges au Caire. (...) Souvenez-vous de ma prédiction. Au premier mouvement qui se passera en Europe, l'Angleterre prendra l'Égypte. ». (Lettre au docteur Jules Cloquet, 5 janvier 1850). Ce sera chose faite en 1882. Bref, pour Flaubert, une bonne partie des relations entre les nations européennes se

joue en fait sur une autre scène : celle de la question d'Orient et des rivalités, notamment franco-anglaises, pour la maîtrise impériale. Mais en réfléchissant sur les relations Europe-Orient, Flaubert en vient aussi à s'interroger, dans des termes qui ne peuvent que nous frapper aujourd'hui, sur l'islam politique et sur les menaces de luttes armées qu'il entrevoit pour l'avenir entre un Orient fanatisé par la religion et une Europe rationaliste qui cherche à étendre son emprise sur le monde musulman : « C'est le commencement de la guerre religieuse. Car il faut que cette question se vide ; on la passe sous silence et au fond c'est la seule dont on se soucie. La philosophie ne peut pas continuer à se taire ou à faire des périphrases. Tout cela se videra par l'épée, vous verrez. Il me semble que les gouvernements sont idiots en cette matière. On va envoyer contre les musulmans des soldats et du canon. C'est un Voltaire qu'il leur faudrait ! Et l'on criera de plus belle au fanatisme ! à qui la faute ? Et puis, tout doucement, la lutte va venir en Europe. » (Lettre à Mme Leroyer de Chantepie, 4 septembre 1858)

Cette inquiétude reviendra, sous une forme plus radicale encore, avec la guerre de 1870. En plein conflit, quelques jours avant la capitulation de Sedan, Flaubert horrifié par la violence des haines raciales et nationalistes qui opposent Français et Prussiens, imagine dans le futur le scénario-catastrophe d'une guerre moderne ultra violente dressant les nations européennes les unes contre les autres, ou d'une déflagration mondiale mettant au prise l'Orient et l'Occident : « Les guerres de races vont peut-être recommencer. On verra, avant un siècle, plusieurs millions d'hommes s'entretuer en une séance. Tout l'Orient contre toute l'Europe, l'ancien monde contre le nouveau ! Pourquoi pas ? Les grands travaux collectifs comme l'isthme de Suez sont peut-être, sous une autre forme, des ébauches et des préparations de ces conflits monstrueux dont nous n'avons pas l'idée ! » (Lettre à Georges Sand, 3 août 1870). En attendant, le théâtre des hostilités est circonscrit à un face-à-face intra-européen ; la France est bel et bien vaincue et c'est sa voisine, l'Allemagne, qui lui impose sa loi de fer, dans un conflit qui laisse les autres nations absolument indifférentes : « Est-ce que l'Europe va nous laisser brûler jusqu'à la dernière cabane et fusiller jusqu'au dernier ? » (Lettre à la Princesse Mathilde, 13 octobre 1870). Flaubert constate que l'Europe n'existe pas. Oublieuse de son histoire,



incapable de penser ses solidarités, elle n'est composée que de nations visiblement étrangères les unes aux autres, repliées sur elles-mêmes, et totalement insensibles à ce que la France a pu leur apporter dans le passé lorsqu'il s'agissait de voler au secours de leur liberté : « Pauvre France, elle qui depuis cent ans s'est battue pour l'Amérique, pour la Grèce, pour la Turquie, pour l'Espagne, pour l'Italie, pour la Belgique, pour tous, et que tous regardent mourir, froidement. Comme on nous hait ! et comme ils nous envient ces cannibales-là ! Savez-vous qu'ils prennent plaisir à détruire les œuvres d'art, les objets de luxe, quand ils en rencontrent. Leur rêve est d'anéantir Paris, parce que Paris est beau. (Lettre à la Princesse Mathilde, 23 octobre 1870). La voilà donc dans sa réalité toute nue, cette Europe rêvée par Victor Hugo, le germanophile progressiste et humanitaire : un champ de bataille sanglant, un espace d'invasion, de haine et d'asservissement où l'une des nations les plus cultivées du monde se conduit avec la plus extrême sauvagerie pour humilier et martyriser le pays des droits de l'homme. La maison de Flaubert à Croisset est réquisitionnée par l'armée d'occupation. Avant l'arrivée de l'occupant, il enterre ses manuscrits dans un grand coffre au fond du jardin et plie bagage pour Rouen, la rage au cœur. Flaubert ne souffre pas seulement, comme tous les Français, de la défaite militaire de son pays et de l'arrogance des forces prussiennes d'occupation ; il est surtout épouvanté par ce qui va suivre, inévitablement.

## Flaubert Correspondance

Choix et présentation de Bernard Masson



Il pressent que l'exemple prussien va s'imposer : fascinée par la force, c'est l'Europe tout entière qui va devenir militariste et de plus en plus nationaliste, à commencer par la France elle-même qui, désormais, ne vivra plus que pour la Revanche. Flaubert prophétise avec précision et clairvoyance la logique fatale et irréversible qui mènera l'Europe à la boucherie de 1914-1918, censée venger l'humiliation de 1870, et trente-cinq ans plus tard à la revanche de la revanche, sous bannière nazie : « Je ne me croyais pas progressiste et humanitaire, cependant. N'importe ! j'avais des illusions ! Quelle barbarie ! Quelle reculade ! (...) Ces officiers qui cassent des glaces en gants blancs, qui savent le sanscrit et qui se ruent sur le champagne, qui vous volent votre montre et vous envoient ensuite leur carte de visite, cette guerre pour de l'argent, ces civilisés sauvages me font plus horreur que les cannibales. Et tout le monde va les imiter, va être soldat ! La Russie en a maintenant quatre millions. Toute l'Europe portera l'uniforme. Si nous prenons notre revanche, elle sera ultra-féroce, et notez qu'on ne va penser qu'à cela, à se venger de l'Allemagne. Le gouvernement, quel qu'il soit, ne pourra se maintenir qu'en spéculant sur cette passion. Le meurtre en grand va être le but de tous nos

efforts, l'idéal de la France. » (Lettre à Georges Sand, 11 mars 1871). L'Histoire lui a donné raison au-delà de ses prophéties, au-delà de l'imaginable.

Donc, non, Flaubert ne voit pas du tout les choses comme Hugo : non seulement il ne croit pas que l'Europe ait pour vocation d'imposer ses valeurs au reste du monde en colonisant l'Afrique et l'Asie, mais il forme aussi les idées les plus sombres sur le destin même du vieux Continent, promis pour longtemps à une vendetta meurtrière, beaucoup plus certainement qu'à une grande fédération démocratique. Pour le reste, Flaubert se sent, bien sûr, profondément européen par transmission : son œuvre, sa correspondance, ses carnets, ses gigantesques recherches documentaires prouvent sa passion encyclopédique pour la tradition gréco-latine, les littératures et les arts de l'Italie, de l'Espagne, de l'Angleterre, de l'Allemagne, des Pays-Bas, etc., mais sans aucune exclusion pour les autres cultures, notamment orientales et extrême-orientales, qui le fascinent tout autant. Que penserait-il de notre Europe d'aujourd'hui, marchande et libre-échangiste, si fascinée par le modèle américain ? Certainement qu'elle est une bonne chose pour la paix, pour l'industrie, la banque et le commerce... mais qu'il lui manque toujours l'essentiel pour devenir une idée vivante, capable de faire corps et de persister dans son être : une ambition intellectuelle et artistique qui soit à la hauteur de sa propre identité, une présence au monde et une empathie qui soient ouvertes à toutes les civilisations — bref, une âme. 🇫🇷

\*Plasticien, écrivain, chercheur, Pierre-Marc de Biasi est directeur de recherche au CNRS. Il travaille sur les processus de création et l'analyse des manuscrits modernes. Spécialiste de l'œuvre de Flaubert, il a reçu le prix de la critique de l'Académie française pour sa biographie Gustave Flaubert, une manière spéciale de vivre (Grasset et Livre de poche).



## AIACE FRANCE | ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2022



Notre Assemblée Générale ainsi que les élections statutaires se dérouleront Lundi 21 mars 2022 dans la salle de l'assemblée plénière du Conseil Départemental de la Haute Garonne à Toulouse. Le repas sera servi le midi sur place dans la salle des pas perdus. Les deux journées précédentes nous donneront l'occasion de nous retrouver après 2 années de réunions à distance.

Rendez-vous samedi 19 mars autour d'un verre d'accueil à 14 heures.

Nous entamerons les visites par le site industriel d'Airbus Samedi 19 mars après-midi sur les chaînes de montage. Le soir nous vous proposerons de prendre notre repas en commun dans un restaurant en bord de Garonne.

Le programme de Dimanche 20 mars se découpera en deux parties : la visite de la vieille ville rose (marche limitée) & la Cité de l'Espace. Soirée libre pour se retrouver entre amis.

Le programme détaillé des visites ainsi que le formulaire d'inscription seront distribués au plus vite en même temps que les conditions de réservation. Des hébergements en centre-ville seront proposés. Les déplacements se feront soit en transport en commun ou en autobus spécialement dédiés à nous.

LE PASSE SANITAIRE SERA CELUI D'APPLICATION À DATE, ainsi que le respect des gestes barrières. «





# BULLETIN D'ADHESION

À ne compléter que si vous n'êtes pas encore membre



NOM

PRÉNOM

SEXE

DATE DE NAISSANCE

N° DE PENSION

NATIONALITÉ

ADRESSE

TÉLÉPHONE

PORTABLE

E-MAIL

DERNIÈRE FONCTION

PÉRIODE DE SERVICE

INSTITUTION

- ☐ DÉCLARE ADHÉRER À L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ANCIENS DE L'UNION EUROPÉENNE\*, SECTION AIACE-FRANCE
- ☐ LE MONTANT DE MA COTISATION POUR L'ANNÉE EN COURS, SOIT 45 €, EST ACQUITTÉ UNIQUEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE.

MERCI D'ENVOYER VOTRE RIB EN INDIQUANT « POUR LA COTISATION AIACE- FRANCE » PAR MAIL OU PAR COURRIER À AIACE-FRANCE, **12 AVENUE D'EYLAU, 75116 PARIS.**

FAIT À

LE

SIGNATURE

\* Les informations recueillies sont nécessaires pour votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application du RGPD, vous bénéficiez d'un

droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication de ces informations, veuillez-vous adresser à [aiace.france@wanadoo.fr](mailto:aiace.france@wanadoo.fr).



### Rappel de la permanence du secrétariat

Trois jours de présence au secrétariat de 9 heures à 13 heures les lundis, mercredis et vendredis matin. Un suivi des messages en dehors des heures de permanence est assuré sur une base régulière par des bénévoles. Les urgences sont traitées en priorité.

### En cas de changement d'adresse postale

Prévenir le secrétariat AIACE France en cas de changement d'adresse afin de mettre à jour l'annuaire et notre base de données.

N'oubliez pas aussi de donner vos nouvelles coordonnées au PMO4 en envoyant une copie des documents attestant les changements demandés via e-mail à PMO-PENSIONS@ec.europa.eu pour les bénéficiaires d'une pension d'ancienneté/invalidité et e-mail à PMO-SURVIE@ec.europa.eu pour les veuves/veufs et les orphelins.

**Vous avez la possibilité aussi de le faire par courrier :** Commission Européenne - Unité PMO/4 - "Pensions" - BE- 1049 Bruxelles. Mentionnez alors toujours votre ancienne adresse et votre nouvelle adresse, la date effective des changements ainsi que votre numéro de pension.

Si vous avez demandé l'accès à EU Login, vous pouvez aussi encoder les changements et les pièces justificatives directement dans **Sysper**.

### Possibilité d'obtenir une carte d'adhérent plastifiée

Pour ceux qui n'en ont pas encore fait la demande et pour les nouveaux adhérents. Elle a pour objectif de faciliter la communication avec les hôpitaux lors des admissions d'urgence. Pour l'obtenir, il vous suffit d'envoyer au secrétariat, en mentionnant vos nom, prénom et numéro de pension, une photo d'identité en format JPG ou JPEG par email de préférence sinon par courrier au 12, avenue d'Eylau 75116 PARIS. La

création des cartes se fait par lot de 50 et donc les délais d'impression sont de plusieurs semaines.

Une nouvelle liste des « Délégués régionaux, responsables et bénévoles » se trouve sur le site AIACE France, onglet Section France dossier Délégués Régionaux. Pour la recevoir par courrier, il faut en faire la demande au secrétariat

### Coordonnées du secrétariat

AIACE-France

12 avenue d'Eylau • 75116 - PARIS

Tél : 01 47 55 82 29

E-mail [aiace.france@wanadoo.fr](mailto:aiace.france@wanadoo.fr)

Site Internet [www.aiace-fr.eu](http://www.aiace-fr.eu)

### LE MOT DES RÉDACTEURS

Jacques Vonthron & Michèle Thozet

Nous avons poursuivi avec enthousiasme la rénovation tant sur le fond que la forme de notre INFO semestriel ... nous avons été porté en cela par l'entrain et la disponibilité de nos nouveaux et nombreux « auteurs » ...

B R A V O à l'excellence de leurs plumes ! Vous en êtes seuls juges et nous attendons encouragements de votre part ou suggestions d'amélioration, qui seront publiés (anonymement ou pas selon vos désirs).

Le partage d'expériences que nos 'journalistes' ont initié sera poursuivi dans les prochains numéros. Nous faisons appel à vos talents cachés pour nous préparer des articles de « derrière les fagots » ... et ne soyez pas timides, notre équipe rédactionnelle vous épaulera si nécessaire.

Certaines rubriques requièrent votre collaboration à savoir « L'Europe », « Nous avons fait l'Europe », « Après la vie active » et « Bonne lecture » ... MERCI par avance.

**Les bénévoles de l'AIACE France**  
vous souhaitent  
**Une magnifique année 2022!**

**Tous ensemble à Toulouse le 21 Mars 2022!**



NICOBABOT  
Photography

© Nico Babot (www.nico.babot.eu)

